



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/ICEF/672 (Deuxième partie)
16 avril 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Session de 1980

RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL SUR L'ETAT DES TRAVAUX*

Chapitre II : Etat d'avancement et tendances du programme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1
La situation des enfants à la fin des années 70	2 - 24
Tendance à accorder une plus grande importance au développement zonal	25 - 29
Soins de santé primaires	30 - 39
Parenté responsable et planification de la famille	40 - 47
Nutrition de l'enfant	48 - 61
Eau potable et assainissement	62 - 77
Services en faveur des enfants des zones urbaines à faible revenu	78 - 82
Action entreprise en Amérique latine pour donner suite à la session du Conseil d'administration en 1979 à Mexico	83 - 90
Les mères et les enfants pris en charge par les mouvements de libération	91 - 96

* Le présent document comporte quatre chapitres, publiés séparément pour en accélérer la diffusion : chapitre premier, Introduction /E/ICEF/672 (Première partie)/; chapitre II, Etat d'avancement et tendances du programme /E/ICEF/672 (Deuxième partie)/; chapitre III, Finances et questions d'approvisionnement /E/ICEF/672 (Troisième partie)/; chapitre IV, Comités nationaux, organisations non gouvernementales, information et vente des cartes de vœux /E/ICEF/672 (Quatrième partie)/.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>
Appui aux activités d'évaluation	97 - 106
Communications pour l'appui aux projets	107 - 111
CTPD : application du Plan d'action de Buenos Aires	112 - 117
Application du programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, et technologies villageoises	118 - 122
Niveau de l'aide accordée au titre des programmes en 1979	123 - 127
Statistiques concernant les programmes	128 - 135

Tableaux

	<u>Pages</u>
1. Dépenses annuelles du FISE imputées sur la masse commune des ressources et les contributions à des fins spéciales au titre des programmes dans des pays dont le volume des ressources est plus ou moins grand, 1975-1979	38
2. Institutions et centres qui ont reçu du matériel et des fournitures du FISE	39
3. Personnel national qui a bénéficié d'une formation grâce à des indemnités de subsistance du FISE	40
4. Personnel national formé grâce à des indemnités de subsistance du FISE, en fonction de la durée des cours	41
5. Assainissement du milieu - distribution d'eau et évacuation des excréta	42

Annexes

- I. Dépenses du FISE par principales catégories de programmes
- II. Dépenses annuelles du FISE imputées sur la masse commune des
ressources et les contributions à des fins spéciales au titre
des programmes dans chacune des différentes régions, 1975-1979
- III. Pays ayant des projets assistés par le FISE en 1979 par régions,
par principaux éléments et sous-catégories d'assistance

Introduction

1. Comme l'année dernière, le chapitre II commence par un examen général des effets de la situation internationale sur celle des enfants dans les pays en développement et se poursuit par un bref examen des progrès réalisés dans certains domaines d'assistance en mentionnant, à titre d'exemple uniquement, les activités entreprises dans divers pays. Les programmes ou activités qui forment le sujet des rapports spéciaux au Conseil d'administration ne figurent pas dans ce chapitre, à savoir les effets pour le FISE de l'Année internationale de l'enfant 1/, l'éducation 2/, les femmes 3/ et les enfants handicapés 4/. On trouvera des renseignements sur les programmes par région et par pays dans les rapports des directeurs régionaux et les exposés concernant les pays respectivement. Quant aux renseignements sur les opérations au Kampuchea, ils figurent dans le rapport sur la session spéciale du Conseil, tenue le 14 février 1980, et dans une série de rapports d'activité officiels 5/.

La situation des enfants à la fin des années 70

2. La décennie s'est terminée par l'Année internationale de l'enfant, dont les résultats contribueront à améliorer la situation des enfants à l'avenir. Toutefois, vers la fin de la décennie, outre le ralentissement quasi général de l'économie mondiale, la situation des enfants a pâti notamment de l'augmentation de la violence dont témoigne le nombre de réfugiés et de personnes déplacées; de la persistance de la faim provoquée par la pauvreté; et de la détérioration continue de la situation des pays les moins avancés due en partie à un manque de volonté de la part de la communauté internationale de mettre en oeuvre la stratégie internationale du développement adoptée pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

La violence et le problème des réfugiés et des personnes déplacées

3. Le problème des réfugiés et des personnes déplacées a pris une dimension tragique en raison des guerres, des troubles, des conflits intérieurs et des catastrophes naturelles. Selon les estimations du Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés, les personnes déplacées et les réfugiés représentent

1/ Voir E/ICEF/L.1407.

2/ Voir E/ICEF/L.1408.

3/ Voir E/ICEF/L.1409.

4/ Voir E/ICEF/L.1410.

5/ Note d'information du Directeur général du 29 janvier 1980 (E/ICEF/660); rapport du Directeur général (E/ICEF/668); et rapports d'activité officiels (E/ICEF/Misc.328-339).

actuellement une population de 10 millions de personnes environ, dont la moitié sont des enfants de moins de 15 ans et les deux tiers des enfants et des femmes. En Somalie, où se trouvent quelques 1 250 000 réfugiés qui constituent sans doute la plus forte concentration humaine du monde vivant dans des camps, la proportion des enfants atteint plus de 60 p. 100. En Ethiopie également, il y a un grand nombre de personnes déplacées qui ont fui l'Ogaden et l'Erythrée. Il y a environ 350 000 réfugiés au Soudan et 80 000 à 100 000 réfugiés tchadiens au nord du Cameroun. Environ 200 000 réfugiés devraient retourner au Zimbabwe, mais il y aura encore en Afrique australe des réfugiés venant de Namibie et d'autres régions. En Asie, il y a un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés en Thaïlande, dans d'autres pays qui ont accepté d'accueillir les "boat people", et au Pakistan.

4. Ces chiffres sont révélateurs de la situation des enfants. Le Haut Commissariat aux réfugiés est chargé de coordonner l'appui fourni par la communauté internationale aux réfugiés. Dans certains cas, le FISE subvient également aux besoins spéciaux des enfants, notamment en fournissant des services nutritionnels et des services de santé maternelle et infantile; et en coopérant avec le pays hôte pour faire bénéficier les zones où il y a des réfugiés de services nationaux tels que le forage des puits et la vaccination. De plus, les familles déplacées et leurs enfants posent souvent un problème dans leur pays d'origine, et quelquefois dans les régions qui les reçoivent, et on demande souvent l'aide du FISE pour y remédier.

5. La situation des enfants réfugiés et déplacés est particulièrement poignante dans la mesure où la plupart d'entre eux vivent dans des conditions matérielles éprouvantes, souvent sans abri, sans attaches familiales ou communautaires; parfois sans nationalité, voire sans identité avec les effets perturbateurs incalculables que ces privations et ces frustrations entraînent à la fois sur leur développement physique, mental et intellectuel, et leur comportement affectif, moral, voire civique.

La persistance de la faim dans de nombreux pays

6. En 1979, environ 800 millions d'êtres humains vivaient encore dans le dénuement total, "prisonniers de la pauvreté absolue" 6/ au mépris de la dignité humaine, et on estime qu'environ un milliard d'êtres humains souffraient de la faim. Ainsi, à la fin de la décennie, la faim et la pauvreté qui sont si intimement associées restent encore des problèmes bien loin d'être résolus, et il est clair que l'objectif d'élimination de la faim et de la malnutrition en 1984 ne sera pas atteint 7/.

6/ M. Robert S. McNamara, président de la Banque mondiale : Discours devant le Conseil des gouverneurs, Belgrade, 2 octobre 1979.

7/ Conférence mondiale de l'alimentation, 1974, E/CONF.65/20, résolution 1, par. 1.

7. A sa dernière session annuelle, en novembre 1979, la Conférence de la FAO 8/ a reconnu à nouveau que le problème alimentaire dans les pays en développement demeurait alarmant. Environ 40 des pays en développement sont en déficit vivrier, c'est-à-dire qu'ils ne produisent pas suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir leurs habitants et ne disposent pas des ressources nécessaires pour les importer. En 1979, les problèmes à long terme ont été aggravés par la sécheresse ou par des précipitations inférieures à la normale en Asie : au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Viet Nam; au Sahel : au Cap-Vert, au Tchad, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal; en Afrique australe : en Angola, au Botswana et au Mozambique; en Afrique orientale : en Ethiopie, au Kenya, en Somalie et en Ouganda, et en Méditerranée orientale : en Jordanie. L'île Maurice a eu sa récolte détruite en décembre par un cyclone.

8. A sa session de septembre 1979, le Conseil mondial de l'alimentation a recommandé aux pays de préparer des "stratégies alimentaires", et plus de 30 ont déjà décidé de le faire. Le Conseil a également proposé de développer les programmes de secours alimentaire et de distribution de vivres en faveur des groupes à faible revenu grâce à un "plan international de sécurité alimentaire" qui serait créé dans le cadre des organismes de développement existants 9/.

9. La Déclaration de principes et le Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural qui ont été approuvés par l'Assemblée générale et qui invitent à mettre au point des stratégies de lutte contre la pauvreté avec la participation des habitants pauvres des zones rurales pourraient efficacement contribuer à améliorer la situation à plus long terme des pays en développement au cours de la prochaine décennie 10/.

Détérioration de la situation des pays pauvres les moins développés

10. Si la décennie écoulée a vu un petit nombre de pays en développement accéder à l'industrialisation, il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, les performances des pays en développement ont été plutôt médiocres au cours de cette période et que l'écart entre les pays à faible revenu et les pays en développement à revenu intermédiaire s'est encore aggravé. Cette observation ne s'applique pas seulement aux 31 pays les moins avancés figurant sur la liste établie par l'Organisation des Nations Unies (bien que ceux-ci constituent un groupe

8/ Communiqué de presse, FAO/3066, 29 novembre 1979.

9/ Déclaration de M. Arturo R. Tanco Jr., président du Conseil mondial de l'alimentation, devant le Parlement européen, Bruxelles, 18 février 1980.

10/ Rapport de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, Rome, 12-30 juillet 1979, WCARRD/REP et A/RES/34/14.

particulièrement défavorisé) car la définition des pays à faible revenu utilisée par la plupart des organisations internationales s'applique à 40 à 50 pays (soit 1 à 1,5 milliard de personnes) qui bénéficient toutes de l'assistance du FISE.

11. Au cours de la décennie, d'après le Président de la Banque mondiale, dans les pays à faible revenu, "le revenu par habitant n'a augmenté qu'au rythme de 1,7 p. 100 par an et de 0,2 p. 100 seulement en Afrique. Ces économies ont pratiquement stagné, de sorte que pour des centaines de millions d'individus déjà à peine capables de survivre, la 'croissance' du revenu n'a représenté que 2 à 3 dollars par an" 11/. Il convient de rappeler que si le taux global de croissance annuelle des pays à faible revenu est de 1,7 p. 100, celui des pays à revenu intermédiaire et des pays industrialisés est de 3 p. 100.

12. Ces pays les moins développés ont été aussi les plus durement frappés lorsque le système économique et monétaire mondial a subi son premier choc sérieux avec le quadruplement du prix du pétrole brut en 1973. Tout en soulignant que la crise pétrolière n'est pas à l'origine des graves difficultés économiques auxquelles se heurtent la plupart de ces pays, on doit reconnaître cependant que l'escalade des prix du pétrole a contribué à perturber sérieusement leur situation économique et à compromettre dans une certaine mesure le développement de pays les plus pauvres dont la très faible capacité d'emprunt ne leur permet pas en effet d'obtenir les crédits extérieurs nécessaires au règlement de leur facture pétrolière 12/. Afin de survivre, ces pays très pauvres sont de plus en plus largement tributaires de l'aide alimentaire internationale et d'une assistance financière extérieure, souvent sous la forme de subventions destinées à combler leurs déficits budgétaires chroniques. Du fait de l'inflation, le budget des services sociaux nationaux en valeur réelle a continué à diminuer en 1979, et cette dévalorisation s'est même accélérée par rapport aux années précédentes. Dans les pays en développement, la hausse des prix à la consommation a été en moyenne de 32 p. 100 entre la fin de 1978 et la fin de 1979, contre 11 p. 100 en moyenne dans les pays industrialisés 13/. Dans certains pays où le FISE collabore à des projets, la hausse a été sensiblement supérieure à 32 p. 100. Le revenu familial et les services sociaux ont été particulièrement touchés au Pérou, à Sri Lanka, en Ouganda et au Zaïre. Même des pays en développement relativement nantis comme le Brésil et le Nigéria ont dû réduire leur budget social.

11/ R. S. McNamara, Discours devant le Conseil des gouverneurs, Banque mondiale, Belgrade, 2 octobre 1979.

12/ Pour 26 pays africains les plus pauvres, les déficits courants des paiements absorbent plus de 50 p. 100 de leurs recettes d'exportation. Par ailleurs, l'endettement global extérieur des pays en développement est évalué à 300 milliards de dollars des Etats-Unis (Fonds monétaire international, rapport annuel, 1979). L'OPEP a créé en faveur des pays en développement un fonds spécial de 4 milliards de dollars des Etats-Unis destiné à amortir les effets des hausses successives du prix du pétrole (communiqué de presse, Caracas, 20 décembre 1979). En revanche, le FMI a annoncé que la "facilité pétrolière" créée en 1974 ne serait plus renouvelée.

13/ International Financial Statistics, FMI, mars 1980 "Consumer prices".

13. Du fait des opérations militaires, les budgets des services sociaux ont subi une compression dans un certain nombre de pays où le FISE contribue à la mise en place de services en faveur des enfants. Des conflits armés graves se poursuivent en Afghanistan, au Tchad et au Liban. D'autres pays qui viennent de connaître une période de dictature éprouvante se trouvent actuellement dans une situation économique et sociale telle qu'ils ont besoin d'une aide spéciale; il s'agit de la République centrafricaine, de la Guinée équatoriale, du Nicaragua et de l'Ouganda; enfin, il y a des pays, tels que l'Angola, le Mozambique et le Viet Nam, où les programmes de relèvement entrepris il y a quelques années ne sont toujours pas achevés.

Echec de la stratégie internationale du développement pour la deuxième décennie

14. Bien que la stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ait été accueillie dans l'enthousiasme par les Nations Unies quand l'Assemblée générale l'a adoptée en 1970 14/, les objectifs globaux n'ont pas été atteints, notamment les objectifs sociaux, comme la réduction du taux de mortalité infantile au-dessous de 120 p. 1 000 et l'élimination de l'analphabétisme en 1980. L'objectif d'accroissement de l'aide publique nette au développement, fixé à 0,7 p. 100 du produit national brut des pays industrialisés, qui constituait l'une des pièces maîtresses de la stratégie n'a pas été atteint. Dans l'ensemble, en fait, l'objectif aurait même eu plutôt tendance à s'éloigner, étant donné que le pourcentage atteint est tombé de 0,34 p. 100 en 1970 à 0,32 p. 100 en 1978, et probablement à un niveau inférieur en 1979, compte tenu de la conjoncture économique internationale 15/.

15. La stagnation de l'aide publique au développement a été surtout durement ressentie par les pays en développement les plus pauvres dans la mesure où les ressources financières provenant de cette aide constituent pour ces pays presque les seuls moyens de financement à des conditions avantageuses auxquels ils peuvent prétendre pour assurer la mise en oeuvre de leurs plans de développement économique et social.

16. Mais la décennie 1970-1979 n'aura pas comporté que des aspects négatifs. Il y a eu également quelques éléments favorables à l'amélioration de la condition des enfants, à savoir : a) l'apparition de tendances démographiques encourageantes dans de nombreux pays en développement, b) l'adoption par la communauté internationale de nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté; et la prise de conscience universelle des droits et des besoins de l'enfant qui s'est accentuée avec la proclamation de l'Année internationale de l'enfant.

14/ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, "Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement".

15/ OCDE, Coopération pour le développement - efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement, 1979.

Tendances démographiques dans les pays en développement

17. C'est d'abord un fait que, à l'exception des pays de l'Afrique sub-saharienne, on a enregistré dans la plupart des pays en développement une tendance à la baisse des taux de natalité bruts laissant présager un déclin puis une stabilisation de la courbe d'accroissement rapide de la population mondiale 16/. Ainsi, pour 24 pays d'Amérique latine, les taux de natalité bruts sont tombés de 42,1 p. 1 000 en 1960 à 37,6 p. 1 000 en 1975, tandis que pour 36 pays d'Asie, ils ont baissé de 43,8 p. 1 000 à 39,3 p. 1 000. Bien qu'encourageant, le taux actuel de déclin de la fécondité ne suffit pas pour résoudre les problèmes démographiques. Si la tendance actuelle ne s'améliore pas, la population mondiale ne se stabilisera pas avant d'avoir atteint les 10 milliards dans une centaine d'années.

18. Dans les pays à faible revenu, l'espérance de vie est passée de 42 ans en 1960 à 50 ans en 1977, ce qui rend compte d'une légère baisse du taux de mortalité infantile; mais il y a encore beaucoup à faire : qu'il suffise de rappeler que l'espérance de vie était à la même époque de 74 ans dans les pays industrialisés.

19. Une série de facteurs expliquent ces tendances encourageantes : l'amélioration progressive et réelle des conditions d'hygiène dans un certain nombre de pays, notamment ceux situés dans la catégorie à revenu intermédiaire; l'introduction d'éléments d'éducation sanitaire dans les programmes d'alphabétisation des adultes dans les zones rurales; l'éradication presque totale de certaines grandes endémies, comme la variole, et la régression de certains fléaux dévastateurs comme le choléra, la peste, la tuberculose; la mise en place dans de nombreux pays de services de planification de la famille; enfin, l'élévation relative du niveau de vie constatée surtout dans les pays à revenu intermédiaire.

Adoption par la communauté internationale de stratégies plus spécifiques de lutte contre la pauvreté

20. A la lumière des difficultés auxquelles s'est heurtée l'application de la stratégie de la deuxième Décennie du développement, il est apparu clairement que le modèle classique d'un développement basé sur l'augmentation rapide du PNB ne pouvait pas suffire à répandre le bien-être dans les couches défavorisées et par conséquent à réduire sensiblement les inégalités sociales. Ainsi, pour combattre efficacement la pauvreté qui constitue le sort commun d'environ 800 millions d'hommes 17/, il fallait élaborer des stratégies plus spécifiques qui donneraient aux intéressés les moyens de changer progressivement leurs conditions d'existence sans compter passivement sur la solidarité nationale ou internationale.

16/ Robert McNamara, président de la Banque mondiale, Discours devant le Conseil des gouverneurs, Belgrade, 2 octobre 1979.

17/ Vivant dans la pauvreté absolue (chiffre établi par la Banque mondiale).

21. Une stratégie de la satisfaction des "besoins essentiels" a été adoptée par la Conférence mondiale tripartite sur l'emploi organisée par l'OIT en 1976. Par la suite, de nombreux pays en développement ont craint que cette stratégie, si elle devenait l'unique politique en matière d'assistance extérieure, ne détournât l'attention et les ressources des objectifs du nouvel ordre économique international qui présentaient pour eux un intérêt plus fondamental. Toutefois, la Conférence de 1979 de l'OIT a réaffirmé ses conclusions dans une résolution concernant la suite à donner à la Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, en notant que la satisfaction des besoins essentiels était un objectif prioritaire du développement, mais qu'il ne pouvait pas se substituer à la croissance 18/. Les conclusions de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural de 1979 mentionnées plus haut sont similaires. Le développement social fait partie des thèmes retenus pour l'élaboration de la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie du développement 19/.

22. Entre-temps, le FISE a élaboré en 1976 une stratégie des services de base ou des services axés sur la collectivité, qui a été approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 décembre 1976. L'approvisionnement en eau potable et les services de santé ont été définis comme des objectifs globaux de la communauté internationale lors des conférences mondiales tenues respectivement en 1977 à Mar del Plata et en 1978 à Alma Ata.

Prise de conscience universelle des droits et des besoins des enfants

23. Si l'adoption en 1959, voici 20 ans, de la Déclaration des droits de l'enfant peut être considérée comme la manifestation d'une prise de conscience universelle des intérêts et des besoins spécifiques des enfants, l'Année internationale de l'enfant a, de son côté, réussi à mobiliser à nouveau l'intérêt de l'opinion publique tant nationale qu'internationale.

24. Par l'éclairage nouveau qu'elle a su projeter sur la situation des enfants en reconnaissant toute leur importance, non seulement numérique mais surtout économique, sociale et partant politique, l'Année internationale de l'enfant a en effet très largement contribué à changer l'idée que les gouvernements avaient des problèmes concernant les enfants et à provoquer en conséquence une révision des politiques en leur faveur. Bon nombre de gouvernements comprennent mieux désormais la nécessité de prendre en considération les besoins des enfants et d'intégrer des mesures en leur faveur dans leurs plans de développement économique et social.

18/ Conférence internationale du Travail, juin 1979, résolution VIII.

19/ Voir par exemple le rapport de la seizième session du Comité de la planification du développement, E/1980/3.

Tendance à accorder une plus grande importance au
développement zonal

25. Le rapport du Directeur général sur l'état des travaux de l'an dernier /E/ICEF/658 (Deuxième partie)/ examinait les caractéristiques de la planification à l'échelon sous-national et présentait les réalisations d'un certain nombre de pays en matière de planification et de mise en place de services en faveur des enfants au niveau sous-national. Cette tendance au développement régional s'est poursuivie en 1979 et le FISE participe actuellement à la mise en place de services en faveur des enfants dans des zones de développement dans 30 pays dont on trouvera la liste accompagnée d'informations succinctes dans le document E/ICEF/CRP/80-9.

26. Le renforcement du développement zonal a eu le grand avantage de permettre aux collectivités de participer à la planification, à la mise en place et à l'évaluation des services sociaux. En général, cette tendance a favorisé la participation de la collectivité aux organes de prise de décisions. Parmi les différentes formes de participation des collectivités auxquelles le développement zonal a donné lieu en 1979, on citera : la participation des familles à l'établissement de "profils" communautaires, l'accent étant particulièrement mis sur les jeunes enfants, et la participation des comités barangay (composés de parents et de volontaires) à la mise en place de garderies d'enfants (Philippines); la réalisation d'enquêtes sur les villages par de jeunes villageoises bénévoles ayant suivi un court stage de formation dans une organisation non gouvernementale (Sri Lanka) et l'organisation de campagnes d'alphabétisation par des associations de fermiers et des kebeles urbains (Ethiopie). Ici comme ailleurs, la décentralisation a permis de préciser les besoins et les ressources des collectivités et a renforcé la participation des collectivités à la prestation des services sociaux.

27. L'implantation des services administratifs chargés du développement près des collectivités a également facilité l'exécution des projets. La nomination d'un certain nombre de fonctionnaires du développement à l'échelon du district (Egypte) et la création d'un service de programmation par secteur au sein d'un comité de développement provincial (Pérou), par exemple, ont permis d'améliorer la coordination et les communications entre les services gouvernementaux et les collectivités, et d'améliorer l'efficacité de l'appui logistique fourni par le gouvernement aux projets locaux. Au Kenya, par exemple, la restructuration administrative a été complétée par des cours de formation organisés à l'intention des membres des comités du développement de district. Grâce à des cours de gestion des projets organisés par l'Institut d'administration du Kenya, les administrateurs de district ont pu améliorer le régime de prestation de services en faveur de l'enfance.

28. Une autre caractéristique de 1979 est que les organisations non gouvernementales ont utilement contribué à la mobilisation des collectivités. De nombreuses organisations non gouvernementales ont des réseaux ruraux très développés et jouent un rôle important en tant qu'intermédiaires entre les collectivités et le gouvernement.

29. Outre l'appui qu'il fournit au développement régional des services, le FISE a continué à aider à la planification et à la programmation à l'échelon sous-national de services en faveur des enfants, ainsi qu'il est décrit dans le rapport de l'année dernière au Conseil d'administration [E/ICEF/658 (Deuxième partie), par. 135 à 144]. Le FISE a aidé les administrations régionales à effectuer des enquêtes et à élaborer des projets, ainsi qu'à former des administrateurs de district. En outre, il a contribué à la création au sein de plusieurs instituts de planification régionale de services de statistiques sociales, financé une assistance technique dans le domaine de la planification sociale au niveau subnational, financé des voyages d'études en vue de faciliter les échanges d'expériences dans le domaine du développement zonal entre pays exécutant des projets semblables, et aidé à mettre au point les programmes scolaires et les méthodes et matériels d'enseignement nécessaires à la formation des agents des collectivités.

Soins de santé primaires

30. Afin de porter l'examen des problèmes de santé au niveau le plus élevé des gouvernements et de la communauté internationale, l'OMS et le FISE ont organisé conjointement une conférence internationale sur les soins de santé primaires à Alma-Ata en 1978. A cette conférence, les représentants de 134 pays et d'un grand nombre d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations ont adopté officiellement l'approche des soins de santé primaires. Les conclusions auxquelles ils sont parvenus ont été réaffirmées en 1979 par l'Assemblée générale des Nations Unies qui a approuvé la Déclaration d'Alma-Ata dans la résolution 34/58. Au cours de sa session de 1979, le Conseil d'administration a adopté des conclusions concernant l'action prioritaire que le FISE devrait entreprendre dans le cadre de ses activités de coopération avec les pays en vue de mettre en oeuvre la stratégie des soins de santé primaires (E/ICEF/661, par. 119).

31. Pour remédier à la pénurie de personnel informé et motivé au niveau des organes directeurs et de la prise de décisions, le FISE et l'OMS ont organisé conjointement, en décembre 1979, un séminaire à New Delhi auquel ont participé des représentants de plusieurs gouvernements de l'Asie du Sud-Est. Un séminaire complémentaire pour l'Asie du Sud-Est aura lieu à New Delhi en juin 1980, et un autre du même type pour le Pacifique ouest à Bangkok en juin 1980 également. Une réunion d'orientation aura lieu au printemps prochain au Mozambique à l'intention de représentants de certains gouvernements africains et de l'OMS et du FISE. Une réunion mixte OMS/FISE des responsables des soins de santé primaires dans la région des Caraïbes aura également lieu en avril. D'autres réunions d'orientation sont prévues pour d'autres régions.

32. Outre les nombreux séminaires nationaux sur les soins de santé primaires qui ont précédé la Conférence d'Alma-Ata, plusieurs pays organisent actuellement des réunions à l'échelon national soit pour adopter l'approche des soins de santé primaires et en faire un élément de la politique sanitaire nationale soit pour examiner les divers aspects de sa mise en oeuvre (on peut citer notamment le Séminaire national sur les soins de santé primaires organisé au Bangladesh en 1979 et la Conférence sur les soins de santé primaires organisée en Zambie en avril 1980).

33. L'étude conjointe FISE/OMS actuellement en cours, qui porte sur les méthodes suivies par les pays pour inclure les soins de santé primaires dans leur politique sanitaire nationale, a contribué également à promouvoir cette nouvelle approche. Des études de cas sont actuellement réalisées dans plusieurs pays par le personnel et les institutions des pays eux-mêmes; elles serviront de base à l'établissement d'un rapport général qui doit être soumis au Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires et au Conseil d'administration en 1981.

34. Une tendance commune à toutes les régions a été de mal interpréter l'approche des soins de santé primaires et de l'assimiler à une extension du système sanitaire traditionnel grâce à la création d'une nouvelle catégorie de travailleurs sanitaires qui auraient des contacts plus étroits avec les collectivités, et qui sont souvent désignés sous le nom de "travailleurs sanitaires des collectivités" comme dans le cadre des services de soins de santé primaires. Cette conception du développement des services de santé traditionnels n'est pas sans intérêt mais très souvent elle ne tient pas compte de deux éléments essentiels de l'approche des soins de santé primaires, à savoir la nécessité d'une participation active de la collectivité elle-même et d'une action intersectorielle coordonnée. Cela est dû au fait qu'on continue à penser que c'est au Ministère de la santé qu'incombe exclusivement la responsabilité de toutes les questions relatives à la santé.

35. Il est donc encourageant de constater qu'un grand nombre de pays se rendent de plus en plus compte des avantages que présente la participation des collectivités. Au Soudan par exemple, il ressort d'une étude effectuée récemment que les collectivités ont fourni un appui considérable aux soins de santé primaires en dépit des difficultés importantes qu'a eues le gouvernement à fournir une orientation et un appui logistique. En règle générale, des personnes compétentes ont été choisies pour remplir les fonctions de travailleurs sanitaires communautaires parmi les membres de la collectivité qui a souvent mis à leur disposition des locaux, des logements et quelques fournitures. C'est également ce qui s'est produit en Ethiopie et au Yémen démocratique. La Birmanie a indiqué que les résultats qu'obtiennent les travailleurs sanitaires des collectivités et les infirmières/sages-femmes auxiliaires sont remarquables lorsque la collectivité participe activement à leur action. Au Swaziland, le gouvernement envisage, pour que toute la population bénéficie de soins de santé, de désigner des "visiteurs sanitaires ruraux" qui seraient choisis parmi les membres des collectivités et qui travailleraient en collaboration avec les agents de vulgarisation relevant d'autres

ministères. La Zambie envisage de mettre en place des services de soins de santé primaires en chargeant les comités responsables de la productivité dans les villages de désigner les travailleurs sanitaires primaires. Ces derniers seront formés par une équipe d'instructeurs venant de différents secteurs et leurs tâches seront coordonnées avec celles des autres travailleurs communautaires, y compris les maîtres d'écoles, les agents de vulgarisation agricole, les agents du développement communautaire et les animateurs de groupes de jeunes. Bien que l'approche des soins de santé primaires n'ait pas encore été introduite dans l'ensemble du Kenya, elle a été expérimentée sur une grande échelle avec succès dans la région de l'ouest, où la participation de la collectivité a été très élevée.

36. L'Inde a mis au point un plan ambitieux visant à étendre les soins de santé primaires aux 580 000 villages que compte le pays et a déjà formé 100 000 travailleurs sanitaires des collectivités et 150 000 accoucheuses traditionnelles. Dans les régions où la plupart des femmes en couches sont assistées par les femmes plus âgées de la famille élargie, il est prévu de donner une formation de base à ces dernières par l'intermédiaire des clubs de femmes.

37. La plupart des pays ont aussi mis au point des moyens efficaces de préparer et de sensibiliser les collectivités aux soins de santé primaires. Aux Philippines, par exemple, la méthode du "diagnostic communautaire" selon laquelle les membres de la collectivité collaborent avec le personnel technique pour identifier leurs besoins en matière de santé s'est avérée efficace pour stimuler l'intérêt et l'appui des collectivités. Au Kenya, les étudiants en médecine participent à la formation des agents sanitaires primaires et à l'élaboration des critères de base permettant d'établir le "diagnostic communautaire". L'échange de données d'expérience dans ce domaine entre les pays devrait constituer un des moyens les plus efficaces de faire mieux comprendre et accepter le concept de soins de santé primaires.

38. Il convient de noter toutefois qu'on ne s'est guère soucié jusqu'à présent d'introduire les soins de santé primaires dans les taudis et les bidonvilles urbains.

39. Pour mettre en oeuvre la politique des soins de santé primaires, il faudra que les gouvernements intéressés et les sources d'aide extérieure réaffectent, tout en les augmentant considérablement, les ressources consacrées à l'amélioration de la santé. Plusieurs grandes organisations d'aide bilatérale se sont montrées intéressées par la question, lors d'une réunion officielle d'experts sur les soins de santé primaires organisée sous les auspices du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) en juin 1979. Dans le cadre des Nations Unies, le Comité consultatif pour les questions de fond (Programme) (CCQF) du Comité administratif de coordination a examiné en mars 1980 la question de la nécessité d'assurer l'appui coordonné d'un grand nombre d'organismes des Nations Unies aux soins de santé primaires. Il convient de noter que la Banque mondiale a décidé en juillet 1979 que, dans le cadre de sa politique générale, elle pourrait octroyer des prêts en vue de renforcer et de développer les services de santé.

Parenté responsable et planification de la famille

40. L'appui fourni dans le domaine de la parenté responsable englobe une vaste gamme d'activités visant à promouvoir une vie familiale saine, la survie et l'épanouissement des enfants, l'établissement de relations enrichissantes entre les parents et les enfants ainsi que la fourniture de services de planification de la famille. La plupart de ces activités tendent à inciter les adultes à s'orienter en toute connaissance de cause vers une parenté responsable. Les services auxquels le FISE fournit une assistance - approvisionnement en eau, soins de santé primaires, nutrition, éducation, services sociaux en faveur de l'enfance, activités en faveur des femmes - y contribuent également de façon importante. Mais il existe par ailleurs d'autres aspects de la parenté responsable qui ne bénéficient pas d'un large appui du FISE.

41. Les services de planification de la famille sont moins efficaces s'ils sont dissociés des autres éléments d'appui à la parenté responsable. Cela est souvent dû en partie au fait que ces derniers sont plus coûteux que les services de planification de la famille. Bien que la majeure partie des ressources fournies par le FISE soient absorbées par ces éléments, elles sont néanmoins insuffisantes pour renforcer ou développer ces services autant qu'il le faudrait pour qu'ils contribuent davantage à la parenté responsable. D'autre part, les services de planification de la famille bénéficient d'un appui extérieur plus important de diverses sources. Il ne semble donc pas utile que le FISE fournisse un appui financier aux services de planification de la famille. Tout en continuant à contribuer à d'autres éléments d'appui à la parenté responsable, le FISE devrait également veiller à ce qu'une plus grande place soit accordée à l'éducation familiale dans les services appropriés auxquels il coopère, par exemple les services de santé, les organisations féminines et l'enseignement scolaire et non scolaire. Il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.

42. En 1979, les échanges de vue réguliers avec le FNUAP concernant les possibilités de programme se sont poursuivis. Des réunions de coordination ont eu lieu tous les mois entre les bureaux régionaux des deux organismes. Le FNUAP a mis ces dernières années des fonds d'affectation spéciale à la disposition du FISE au titre de l'appui aux services de planification de la famille dans certains pays, dans le cadre de la coopération du FISE à l'élément santé maternelle et infantile des soins de santé primaires. Le développement de la représentation du FNUAP sur le terrain a entraîné une modification de cette forme de coopération en 1979. Les transferts de ressources provenant de fonds d'affectation spéciale ont cessé mais le volume des achats remboursables effectués pour le compte du FNUAP, y compris les services fournis par l'UNIPAC, a augmenté, leur montant s'élevant au total à 5,6 millions de dollars.

43. En 1979, le FISE a, à l'aide des fonds versés antérieurement par le FNUAP, fourni du matériel médical et des fournitures à différents centres sanitaires dispensant des services de planification familiale, entre autres des services de santé maternelle et infantile en Algérie, en Egypte, en Inde, en Jordanie, en Malaisie, au Maroc, à Maurice, au Pakistan, en Tunisie et en Turquie. Les dépenses effectuées par le FISE au titre des services de planification de la famille se sont élevées à 3,8 millions de dollars.

44. Les activités de formation ont reçu une attention considérable. Au Chili, les maîtres d'école, les travailleurs sociaux et les éducateurs sanitaires y ont participé. En Algérie, les maîtres d'école ont pu suivre des cours d'orientation. Le Népal et l'Egypte ont décidé de concentrer leur attention sur le personnel sanitaire - infirmières et sages-femmes - ainsi que sur les animatrices locales.

45. Les programmes d'information, d'éducation et de communication ont pris diverses formes. La Malaisie a produit des livres, des films et des documents. Le Ghana a fait imprimer et distribuer 5 000 affiches ayant pour thème la santé et la nutrition de l'enfant, ainsi que la planification de la famille. Le Népal a expérimenté de nouvelles méthodes de communication. L'Egypte a diffusé des messages sur la planification de la famille dans le cadre d'émissions radiophoniques sur l'éducation sanitaire.

46. Dans un certain nombre de pays, le FISE a financé lui-même la distribution de trousseaux d'obstétrique à des sages-femmes et à des accoucheuses traditionnelles à l'issue de cours de formation ou de recyclage qui portaient également sur la planification de la famille. Au Bangladesh, 5 200 trousseaux ont été ainsi distribués et des bourses de formation ont été octroyées à des accoucheuses traditionnelles.

47. En avril 1979, le FISE a distribué à tous ses bureaux régionaux des directives concernant l'assistance du FISE aux programmes relatifs à la parenté responsable et la planification de la famille. La politique de coopération du FISE, les méthodes qu'il utilise ou compte utiliser, ainsi que la coopération inter-organisations, y sont notamment passées en revue.

Nutrition de l'enfant

Réunion sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants

48. Le FISE et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) ont été les premiers à organiser une réunion internationale rassemblant des pédiatres éminents et des représentants de l'industrie des aliments pour nourrissons à Bogota en 1970. Le Groupe consultatif sur les protéines et les calories du système des Nations Unies a tenu depuis une série de réunions analogues qui ont encouragé les efforts entrepris pour mettre au point des codes de commercialisation des aliments composés pour nourrissons. En octobre 1979, l'OMS et le FISE ont réuni à Genève quelque 150 représentants de gouvernements de l'industrie et des ONG intéressées ainsi que des chercheurs pour examiner les cinq questions relatives à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants suivantes : promotion de l'alimentation au sein; appui à l'alimentation complémentaire pratique au moment approprié (sevrage) grâce à l'utilisation des ressources alimentaires locales; renforcement de l'éducation, de la formation, de la communication et de l'information dans ce domaine; amélioration de la santé et de la condition sociale des femmes du point de vue de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants; et commercialisation et distribution rationnelles des produits remplaçant le lait maternel 20/.

Code de commercialisation

49. Pour cette question, il a été convenu de mettre fin à la promotion des ventes, y compris à la publicité pour les produits pouvant remplacer le lait maternel ou les suppléments alimentaires donnés par biberon. Il a été demandé à l'OMS et au FISE de mettre au point un code international de commercialisation des aliments composés pour les nourrissons et autres produits qui remplacent le lait maternel. Un projet de code a été examiné avec divers groupes intéressés au cours du premier trimestre de 1980 et les gouvernements doivent être consultés par l'intermédiaire de l'Assemblée mondiale de la santé. Le Directeur général de l'OMS établit actuellement un rapport intérimaire qui doit être présenté en 1980 à l'Assemblée mondiale de la santé, qui pourrait prendre des mesures en conséquence en 1981.

Promotion de l'allaitement au sein

50. Le FISE a intensifié ces dernières années sa coopération avec divers pays - Colombie, Indonésie, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et certains pays des Antilles - en vue de promouvoir l'allaitement au sein. Cette action s'élargit grâce à l'appui apporté par l'OMS. Un certain nombre de réunions régionales et nationales ont été organisées. Le FISE prête une assistance aux programmes de formation qui ont pour objet de montrer au personnel sanitaire et autre l'importance

20/ Réunion mixte OMS/FISE sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, Genève, 9-12 octobre 1979. Déclaration, recommandations, liste des participants, OMS, 1979, 53 pages; et Document d'information établi par l'OMS et le FISE, FHE/ICF/79.3. Un rapport de l'OMS sur les activités consécutives figure dans le document de l'OMS, A33/6 (avril 1980).

de l'allaitement au sein et l'utilisation adéquate des aliments de sevrage, éléments clefs de la nutrition des nourrissons et des jeunes enfants et il appuie l'emploi des médias dans ce but. Les organisations non gouvernementales collaborent activement dans ce domaine.

Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination

51. Le FISE et 13 autres organismes des Nations Unies participent activement aux travaux du Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination. Ce sous-comité a tenu sa sixième session au siège de l'UNESCO du 25 au 29 février 1980, en même temps que le Groupe consultatif de la nutrition qui se compose de huit experts internationaux spécialisés dans diverses disciplines.

52. Les quatre points les plus importants qui ont été étudiés à cette session sont examinés ci-après. D'autres questions sont examinées dans le rapport de la session. Certaines études de fond ont été publiées dans le Food and Nutrition Bulletin, publié par le Programme mondial contre la faim de l'Université des Nations Unies.

53. Programmes d'alimentation complémentaire pour nourrissons et jeunes enfants dans les pays en développement. Un examen ^{21/} des évaluations de programmes qui ont été publiées fait apparaître qu'il serait possible d'apporter certaines améliorations dans les domaines suivants :

- Accroissement de l'efficacité. Le Sous-Comité a été d'avis qu'il n'y avait pas lieu de douter de l'utilité des programmes d'alimentation complémentaire; la question porte non sur l'existence de ces programmes mais sur la manière dont ils pourraient le mieux être mis à profit.
- Clarification des objectifs. Le Sous-Comité a recommandé qu'une plus grande attention soit accordée aux objectifs des programmes d'alimentation complémentaire qui sont proposés ou qui seront examinés en vue de leur continuation. La plupart des programmes existants ont pour objectif implicite une meilleure croissance de l'enfant. Or, la consommation d'aliments du groupe cible accuse un accroissement net qui tombe en deçà de l'objectif fixé et ne suffit aucunement aux besoins énergétiques. Par conséquent, la comparaison avec un groupe de contrôle relève rarement une amélioration sensible de la croissance et ne semble guère permettre de mesurer les bienfaits de l'alimentation complémentaire. Cela est dû à plusieurs raisons, notamment à la mise en commun des aliments au sein de la famille. Il a été suggéré que l'on choisisse pour cible des familles défavorisées plutôt que des enfants pris dans différentes familles, cela pouvant être par ailleurs la seule manière d'atteindre des nourrissons plus âgés et de jeunes enfants. Outre qu'ils contribueraient à une meilleure croissance de l'enfant, ces programmes offriraient l'avantage de réduire le nombre et la gravité des maladies et de stimuler l'activité

^{21/} "Supplementary feeding programmes for young children in developing countries", par G. H. Beaton et H. Ghassemi. Les auteurs examinent plus de 200 rapports.

des enfants, en particulier leur aptitude à apprendre et leur développement cognitif.

- Continuité. Il convient de s'assurer, avant d'entreprendre un programme de distribution d'aliments, qu'on pourra le poursuivre pendant de longues années. Un tel programme, malgré ses aspects favorables, risque en même temps de nuire à l'adaptation à un milieu familial et infantile peu favorable. Il ne faut donc surtout pas y mettre fin après un an ou deux.
- Etudes axées sur la solution des problèmes. Il faudrait allouer des ressources plus importantes à l'évaluation et à la solution des problèmes; il a été peu fait dans ce domaine au regard des dépenses encourues au titre des opérations alimentaires.
- Effets secondaires. L'examen en question n'a trouvé aucun élément tendant à prouver que les programmes de distribution d'aliments ont un effet positif ou négatif sur l'allaitement au sein ou sur le développement de l'agriculture.

54. Renforcement des institutions africaines qui assurent la formation et la recherche axées sur les problèmes existants, ainsi que des services consultatifs. Une mission représentant les organismes des Nations Unies et des institutions bilatérales s'est rendue en Ethiopie, au Kenya, au Soudan et dans la République-Unie de Tanzanie à la fin de l'année 1979 afin de déterminer s'il convient de renforcer les institutions nationales dans le domaine de la santé, de l'agriculture, du développement et de l'administration dans la mesure où leurs activités peuvent contribuer à améliorer la nutrition. Diverses possibilités d'assistance extérieure sont actuellement à l'étude. En 1980, une mission similaire se rendra dans les régions francophones de l'Afrique occidentale et centrale.

55. Rapports entre l'éducation et la nutrition. Lors de sa réunion au siège de l'UNESCO, le Sous-Comité de la nutrition a discuté des possibilités d'améliorer la nutrition en faisant appel aux divers moyens dont dispose l'UNESCO - écoles, sciences sociales, médias, etc.

56. Recherche relative aux problèmes opérationnels dans le domaine de la nutrition. Le Comité a convenu des moyens pour examiner les possibilités d'obtenir des fonds et d'organiser un système d'appui à la recherche nutritionnelle appliquée, conformément à une directive de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 à laquelle il n'a pas encore été donné suite.

Surveillance nutritionnelle

57. Un groupe de travail, réuni par l'OMS en décembre 1979, a procédé à un examen préliminaire de l'expérience acquise par 20 pays dans le domaine de la surveillance nutritionnelle. Le FISE a coopéré avec le Centre de la nutrition des Philippines à la surveillance nutritionnelle et à la planification au niveau des collectivités, et les résultats de l'expérience sont actuellement utilisés en Malaisie. Le FISE a coopéré avec l'Institut de la nutrition de l'Université de Dacca, et avec le

Programme alimentaire mondial (PAM) pour assurer la surveillance nutritionnelle au Bangladesh. Au Kenya, les questions portant sur la nutrition ont fait l'objet d'enquêtes sur les ménages par sondage. En Thaïlande, plus de 200 000 enfants sont pesés régulièrement avec l'aide de volontaires des services de santé primaires. En Ethiopie, le FISE continue de prêter son assistance à un système d'alerte rapide et de surveillance nutritionnelle et, dans d'autres pays, y compris, depuis 1979, le Guatemala et Saint-Christophe, il aide à développer la surveillance.

Planification nutritionnelle - politiques alimentaires et nutritionnelles

58. A l'heure actuelle, on admet généralement que l'élaboration de politiques globales alimentaires et nutritionnelles, dans la plupart des cas, prend plusieurs années, et que ces politiques ne peuvent servir de point de départ. Certains pays qui ont exprimé la volonté politique de prendre de telles mesures reçoivent une assistance. Au Bangladesh, un séminaire national sur la nutrition a été tenu en mars 1979, au cours duquel les résultats de diverses recherches ont été examinés. A la suite de ce séminaire, un groupe de la nutrition a été établi au sein de l'organe central de planification et on procède en outre à diverses nouvelles interventions. Au Pakistan, au Sénégal, à Sri Lanka, en Thaïlande et en Turquie, ainsi que dans un certain nombre de pays d'Amérique, on élabore actuellement des mesures similaires avec l'assistance du Programme régional interorganisations pour la promotion des politiques d'alimentation et de nutrition (PIA/PNAN), programme auquel contribue le FISE.

59. Les études de base consacrées à la situation nutritionnelle de l'enfant contribuent à l'élaboration de la planification et des politiques aux niveaux national et régional et servent de base à la réalisation de diverses interventions. Ce fait trouve une expression dans un certain nombre de recommandations présentées à la session de 1980 du Conseil. On peut s'attendre à ce que d'autres études plus récentes produisent des résultats similaires - par exemple, l'étude qui a été menée dans quatre Etats du Golfe, où la coutume de l'allaitement au sein se perd et où une hygiène déficiente combinée à la pauvreté est à l'origine de graves problèmes de malnutrition. Des journées d'étude ont été organisées au niveau régional en décembre 1979 en vue de discuter les conclusions de cette étude et des mesures à prendre.

Interventions - participation des collectivités

60. Diverses interventions - l'encouragement de la production et de la consommation locales d'aliments nutritifs, l'éducation en matière de nutrition et de soins à donner aux enfants, une alimentation complémentaire sélective, par exemple - dont le succès a été plus ou moins grand au cours des dernières décennies, connaissent actuellement un regain d'intérêt du fait que l'on cherche à atteindre aujourd'hui les éléments de la population non desservis ou mal desservis. Il est actuellement plus aisé de relier des méthodes telles que les services de santé primaires à diverses autres interventions qui ont une importance pour la nutrition, à savoir l'eau, l'assainissement, l'hygiène; l'immunisation; l'entreposage et le traitement des aliments au niveau du village; l'allègement du travail des femmes; et les activités productrices de revenus.

61. Dans de nombreux pays, les projets auxquels coopère le FISE allient divers types d'interventions, et l'on peut observer des innovations dans ce domaine au Bangladesh, en Egypte, en Inde, en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande. En Haïti, l'accent est mis plus particulièrement sur la participation des collectivités aux programmes de nutrition et d'eau. L'un des projets menés au Chili s'appuie essentiellement sur la production d'aliments nutritifs par les coopératives. La participation des collectivités est également un facteur important des projets entrepris dans les provinces de Bolivie.

Eau potable et assainissement

Participation du FISE à "l'action commune en vue de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement"

62. La Conférence des Nations Unies sur l'eau tenue à Mar del Plata en 1977 a adopté notamment une résolution proclamant les années 1981-1990 Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, que l'Assemblée générale des Nations Unies doit officiellement inaugurer le 10 novembre 1980. En vue de fournir un appui à la Décennie, il a été établi un système d'"action commune" auquel participent l'ONU, le PNUD, le FISE, l'OMS, la Banque mondiale, la FAO, l'OIT et l'UNESCO, ainsi qu'un système de consultation avec les institutions intergouvernementales, bilatérales et non gouvernementales.

63. Cette coordination se situe essentiellement au niveau des pays. Le Représentant résident du PNUD assume les fonctions de "centre de liaison"; dans de nombreux pays, il existe également un comité national pour la Décennie, secondé par une équipe de travail, qui ont pour mission de veiller à l'utilisation rationnelle des ressources externes, d'éviter les chevauchements et d'harmoniser l'action commune avec l'ensemble des plans nationaux de chaque pays. Il est difficile d'évaluer le montant exact des investissements qui ont été faits dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement; on pense qu'ils se sont élevés à 8 milliards de dollars en 1979, dont 2 milliards provenaient vraisemblablement de fonds extérieurs.

64. Sur ce chiffre, la Banque mondiale à elle seule a fourni 1 milliard de dollars sous la forme de prêts. La contribution du FISE paraît peu importante par comparaison - le Fonds a engagé 27 millions de dollars au titre des ressources générales et 11 millions au titre des contributions supplémentaires au cours de 1979 22/. L'appui du FISE prend la forme de dons par opposition aux prêts, et ces dons, qui représentent 10 à 15 p. 100 du montant total, sont utilisés pour l'installation "non négociable" de puits et de sources protégées dans les campagnes et dans certaines agglomérations périurbaines où des méthodes aussi simples d'approvisionnement en eau sont réalisables; ces dons sont également utilisés pour la formation de personnel national. L'apport moyen du FISE se

22/ Voir FISE, "Rapport et états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979", E/ICEF/AB/L.208, tableaux 3 et 4.

monte à 3 dollars par personne et vient s'ajouter aux apports plus importants des collectivités et des gouvernements aux mêmes programmes, dont les bénéficiaires se chiffraient à 15 millions en 1979. Dans certains cas, les résultats des programmes comportant un apport du FISE ont incité d'autres sources de fonds à fournir une part financière plus importante. Tel est notamment le cas du programme destiné à rétablir l'approvisionnement en eau au Liban. Un autre exemple en est le financement par la Banque mondiale de 5 000 réservoirs domestiques de captage des eaux de pluie dans la région pauvre en pluie de Gunung Kidul dans le sud de Java, en Indonésie, financement qui a suivi la construction de 500 installations par les villageois avec des matériaux fournis par l'intermédiaire du FISE.

65. L'approvisionnement en eau demeure une priorité dans bon nombre de pays. C'est au Bangladesh, en Bolivie, en Birmanie, en Inde, au Paraguay, au Pakistan et dans les pays du Sahel que sont menés les programmes les plus importants, évalués selon l'importance de l'apport du gouvernement et du FISE. Parmi les activités les plus récentes ou qui ont été récemment intensifiées, il convient de mentionner celles qui sont menées au Bénin, en Egypte et à Sri Lanka. A l'heure actuelle 23/, le FISE a 60 administrateurs de programmes ou de projets engagés dans des opérations locales portant sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement, plus 12 nouveaux administrateurs recrutés mais pas encore en poste, et 20 encore en voie de recrutement.

Participation des collectivités

66. L'évaluation, lors de la session de 1979, de la coopération du FISE à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement a conclu notamment à la nécessité d'une participation plus importante des collectivités. Dans certaines régions, cette participation est assez considérable (c'est notamment le cas de nombreuses collectivités sud-américaines), dans d'autres pays, par contre, il reste beaucoup à faire dans ce domaine. De plus en plus fréquemment, les programmes auxquels coopère le FISE (au Bangladesh, en Inde et dans le sud du Soudan, par exemple) prévoient que les villages entretiendront leurs pompes à main, les "fontainiers" choisis recevant une formation à cet effet.

67. On reconnaît toutefois que cette participation ne doit pas se limiter à des travaux purement physiques - forage des puits, pose de tuyaux, construction des socles de pompes et entretien des installations; il faut faire comprendre à la collectivité les avantages qu'elle en retirera sur le plan de la santé, et combien ils lui faciliteront la vie; il faut aussi la faire participer au processus de prise de décisions et à la conception des installations. Dans un premier temps, l'accent a été mis sur la motivation et la participation des collectivités dans la série de journées d'étude régionales sur l'eau et l'assainissement que le FISE organise en 1980 en coopération avec l'OMS, et auxquelles doivent prendre part les responsables nationaux de l'approvisionnement en eau, ainsi que le personnel du FISE et d'autres organismes. Des journées d'étude ont eu lieu à Sri Lanka et en Haute-Volta; les autres auront lieu au Liban, au Pérou, en Thaïlande et dans la République-Unie de Tanzanie. Enfin, d'autres institutions en organisent également de leur côté.

23/ Au 7 avril 1980.

68. Les femmes devraient jouer un rôle actif dans cette participation. Trop souvent, leur rôle se borne à porter de lourdes charges d'eau des heures durant, depuis la source jusqu'à leur habitation (ou encore du bois à brûler). On a récemment fait une étude sur la situation de la femme dans les villages du sud du Soudan que l'on avait équipés de pompes à main. Elle montre que le gain moyen de temps par femme et par enfant par jour est de l'ordre de six heures. Ces heures sont désormais employées à produire une plus grande quantité d'aliments, et il s'agit souvent de produits destinés à la vente aux autres membres de la collectivité, ce qui a pour résultat d'améliorer l'économie familiale et - fait non négligeable - de laisser plus de temps pour les loisirs et les soins aux enfants. On commence à engager des femmes comme administrateurs de projets pour les questions d'assainissement, d'hygiène personnelle et de motivation des collectivités dans le cadre des programmes d'approvisionnement en eau.

Assainissement

69. Les gouvernements et le public n'accordent en général qu'une faible priorité à l'assainissement. A la suite des conclusions que le Conseil d'administration a adoptées à sa session de 1979, certaines initiatives montrent que le FISE commence à étendre son action dans ce domaine.

70. En Inde, une action à long terme entreprise par le gouvernement pour promouvoir l'assainissement dans les régions rurales et à la périphérie des villes s'est poursuivie toutes ces dernières années. Un spécialiste de l'assainissement de l'OMS a été envoyé au Bureau régional du FISE à New Delhi. Le Gouvernement indien a entrepris une série de mesures de promotion avec, dans chaque Etat, la participation des responsables locaux. Il a été également tenu pleinement compte de l'expérience acquise par les organisations bénévoles qui ont mis en place à la périphérie des villes, en particulier dans les Etats de Bihar et Gujarat, des établissements de bain communautaires simples mais efficaces et des latrines.

71. Grâce aux progrès techniques qui permettent la fabrication à bon marché d'articles tels que des cuvettes de latrines en matière plastique ou en matière plastique à trame de jute à quelques dollars la pièce, des campagnes intensives d'information au niveau des collectivités contribuent, par exemple au Bangladesh et au Laos, à diffuser l'idée d'assainissement. Il existe des méthodes d'évacuation et d'épuration des matières fécales permettant la production d'engrais non toxiques, comme par exemple les latrines du Vietnam à double voûte pour la formation de compost, et qui pourraient représenter un apport agricole non négligeable. Ces techniques sont maintenant transférées à d'autre pays, en partie grâce à la coopération du FISE. Une collaboration s'est établie aussi au niveau du programme interrégional relatif à l'approvisionnement en eau et aux techniques d'assainissement à bon marché exécuté dans plusieurs pays, dont l'Egypte, le Népal et la République-Unie de Tanzanie, par la Banque mondiale avec des fonds fournis par le PNUD.

72. On étudie à l'heure actuelle la possibilité de relier plus étroitement les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et les programmes de lutte contre les maladies diarrhéiques, qui reçoivent l'appui de l'OMS et du FISE dans le cadre de la promotion des soins de santé primaires.

Technique d'approvisionnement en eau à bon marché

73. La technologie qu'implique l'approvisionnement en eau ne présente pas en soi de grandes difficultés pour peu que l'on dispose du financement et de la formation nécessaires. Le FISE continue de suivre, par l'intermédiaire de son personnel chargé des questions techniques et des fournitures, l'évolution des techniques qui pourraient, grâce aux méthodes les plus simples et les plus économiques existant à l'heure actuelle, mettre l'approvisionnement en eau et l'assainissement à la portée d'un nombre croissant de personnes. Pour les pompes à main, la production en Inde de la pompe à main tout acier India Mark - II (pompe élévatoire) pour le forage de puits à grande profondeur a atteint au cours de l'année 1979 le chiffre de 40 000 unités par an. Certains des fabricants les plus importants donnent en sous-traitance à des entreprises artisanales la fabrication de pièces détachées pour les pompes à main. Au Bangladesh, le rythme de fabrication de la nouvelle pompe à main No 6 (pompe aspirante pour puits de faible profondeur), mise au point il y a quelques années, est maintenu aux environs de 90 000 unités par an au total, dont le FISE achète chaque année plus de 50 000 au titre du programme de forage de puits instantanés.

74. Une autre innovation technique, la pompe en matière plastique à base de chlorure de polyvinyle, qui peut être assemblée à partir de tuyaux standards et autres matériels faciles à trouver sur place est actuellement à l'étude. Des essais ont commencé sur le terrain au Bangladesh pour un modèle de puits à faible profondeur et il est question d'adopter dans d'autres pays des versions de puits à grande profondeur (avec pompe élévatoire) en se fondant sur l'expérience acquise notamment au Malawi. Ce modèle présente notamment l'avantage d'être peu coûteux (une pompe élévatoire atteignant 20 m de profondeur coûte environ 25 dollars des Etats-Unis contre 200 pour de nombreux modèles analogues en acier) et de s'installer, de s'entretenir et de se réparer facilement avec des outils standards.

75. Un programme entrepris en 1979 dans le nord du Pakistan a permis de procéder à des essais préliminaires en vue de l'adaptation de techniques de forage de puits horizontaux (puits de drainage) aux terrains montagneux ou vallonnés, et l'on étudie à l'heure actuelle l'application de ces techniques à l'Indonésie, à Sri Lanka et au Yémen.

76. On commence à utiliser un matériel simple de forage pour les terrains alluviaux et les rochers décomposés. Il existe de nombreux modèles différents de machines de ce type, y compris des petits marteaux perforateurs à moteur ou à main à course verticale, se composant essentiellement d'un trépied, de poulies et d'un câble auquel est suspendu un marteau pour enfoncer les pointes filtrantes, ou un trépan percutant. Les expériences réalisées en Afghanistan et au Libéria avec des sondeuses légères à battage au câble qui peuvent être prises en remorque par une Land-Rover ou tout autre véhicule de ce type montrent que ces méthodes de forage de puits valent d'être retenues et qu'il est en outre relativement facile de former des foreurs locaux.

77. La coopération technique entre pays en développement (CTPD) a pu se développer de manière naturelle avec la participation du FISE. Des articles comme la pompe à main India Mark - II sont diffusés dans d'autres pays. L'emploi de personnel technique originaire des pays en développement et son transfert progressif dans d'autres pays pour y utiliser son expérience particulière en matière de technologie à bon marché sont aussi des aspects de la CTPD que le FISE encourage activement.

Services en faveur des enfants des zones urbaines à faible revenu

78. Les gouvernements continuent à s'intéresser davantage aux groupes de population à faible revenu vivant dans les zones urbaines, ce qui donne aux bureaux extérieurs du FISE l'occasion de passer dans un nombre croissant de pays du stade consultatif à la coopération effective au niveau de la mise au point ou de l'exécution des programmes.

79. La Banque mondiale continue de renforcer son appui aux projets visant à aménager les secteurs urbains à faible revenu, ce qui augmente les possibilités de collaboration pour le FISE et la Banque, comme cela s'est produit en 1979 par exemple en Equateur et aux Philippines. Tous les bureaux extérieurs du FISE sont à présent informés des projets urbains de la Banque, ce qui facilite les rapports entre les équipes de travail des deux organismes.

80. Il est prévu de faire figurer au nombre des recommandations qui seront faites au Conseil d'administration cette année des propositions concernant les activités urbaines dans 14 pays ^{24/}. Le FISE participe activement, dans 30 pays au total, à l'étude ou à la mise au point des programmes urbains ou leur apporte une assistance matérielle ou financière. Pour aider les bureaux extérieurs à participer à la mise au point des programmes urbains, le FISE emploie de plus en plus de personnel spécialisé au titre des programmes ou des projets, le nombre de postes internationaux et nationaux de cette catégorie étant passé de 8 en 1979 à 11 en 1980 (quatre postes étant vacants). La création d'un poste supplémentaire a été recommandée au titre du budget d'appui aux programmes pour 1981. Tous ces postes intéressent l'Asie et l'Amérique latine. Dans d'autres bureaux, les activités urbaines sont confiées à des administrateurs de programmes qui s'occupent également d'autres programmes.

81. Un atelier consacré aux services de base en zone urbaine a été organisé au bureau régional du FISE pour l'Afrique occidentale à Abidjan (Côte d'Ivoire) dans le cadre du processus continu de perfectionnement du personnel. La Réunion spéciale sur la situation des enfants en Amérique latine et aux Caraïbes, qui a précédé la session du Conseil d'administration à Mexico l'année dernière, a eu des répercussions sur la collaboration du FISE aux programmes urbains de la région. C'est là en effet que les activités urbaines du FISE se sont le plus développées et ont été le plus intenses en 1979.

^{24/} Bangladesh, Belize, Bénin, Brésil, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Inde, Liban, Nicaragua, Panama et Philippines.

82. L'un des objectifs inhérents aux programmes urbains auxquels collabore le FISE est de relier les collectivités à faible revenu aux organismes extérieurs, qu'ils soient gouvernementaux ou non, en adoptant une approche fondée sur la participation des collectivités. Au Nicaragua, les demandes d'assistance émanant de groupes de femmes exerçant une activité rémunératrice commencent à être satisfaites; notamment des crèches ont été créées pour accueillir les enfants des mères qui travaillent. Au Costa Rica, le Ministère de la santé fournit aux groupes à faible revenu un cadre leur permettant d'identifier les problèmes et de proposer des solutions grâce à des ateliers communautaires qui mettent l'accent sur les activités qui doivent permettre aux femmes d'améliorer leur revenu. Dans les quartiers pauvres de Guayaquil (Equateur), le soin d'identifier les problèmes et d'indiquer les solutions possibles est laissé aux membres des collectivités et les responsabilités sont en cours d'attribution pour la phase d'exécution, tant au niveau des collectivités que des institutions. En Egypte, pour le programme de développement régional qui intéresse 13 quartiers urbains et 14 quartiers de la périphérie urbaine, la préparation des programmes a été décentralisée et confiée aux districts locaux où des responsables locaux et des représentants officiels à l'échelon du district collaborent à la mise au point d'un programme de développement indépendant pour chacun des districts faisant partie des trois régions. A Hyderabad (Inde), le Service municipal du développement communautaire s'est efforcé d'organiser les communautés à faible revenu afin de les amener à entreprendre toutes sortes d'activités fondées sur l'effort collectif, comme par exemple des activités rémunératrices et la construction de logements auto-assistés. Au Pakistan, le FISE a consacré à l'amélioration des kachi abadis (zones urbaines à faible revenu) de Lahore un atelier au cours duquel des représentants officiels, un administrateur de programmes du FISE, un consultant recruté par le FISE et des représentants des collectivités à faible revenu ont mis au point ensemble un programme d'aménagement. En Indonésie, le FISE participe à un programme souple de rénovation urbaine dans le cadre duquel les habitants des kampungs à faible revenu de quatre villes collaboreront avec les représentants locaux de l'administration à l'élaboration d'un programme d'aménagement 25/.

Action entreprise en Amérique latine pour donner suite à la session
du Conseil d'administration en 1979 à Mexico

83. La Réunion spéciale sur la situation des enfants en Amérique latine et aux Caraïbes et l'Année internationale de l'enfant ont eu les répercussions suivantes dans la région. Premièrement, elles ont incité la plupart des pays à s'informer de la situation réelle des enfants et à effectuer des études sur leurs conditions de vie et leurs besoins prioritaires. Deuxièmement, elles ont amené plusieurs organismes techniques et de recherche, apparentés ou non à l'ONU, à unir leurs efforts pour étudier plus en profondeur la situation des enfants. Troisièmement, elles encouragent les organismes de planification nationaux à tenir compte des

25/ On trouvera dans le document E/ICEF/CRP/80-10 un aperçu des progrès réalisés, pays par pays, au cours de l'année 1979, pour ce qui est de l'élément urbain des programmes de pays.

enfants et de leurs besoins parce qu'ils représentent un aspect important de l'effort de planification sociale qui doit être réalisé dans le cadre des plans de développement national de chaque pays et en accord avec les politiques gouvernementales. Enfin, elles ont encouragé certains groupes privés importants à s'intéresser de près au sort des enfants démunis. En ce qui concerne le FISE même, l'analyse de la situation des enfants et une planification améliorée des programmes constituent des objectifs de la plus haute importance et contribuent à lui faire accorder une plus large place aux soins aux enfants d'âge préscolaire, aux besoins des enfants en milieu urbain et à l'approvisionnement en eau et à la nutrition en milieu rural liés à la participation communautaire.

84. Dans les pays les plus vastes et les plus peuplés de la région, comme c'est le cas du Brésil, du Mexique et du Pérou, ainsi qu'en Amérique centrale et aux Caraïbes, les organismes gouvernementaux ont entrepris une action intensive pour étudier les problèmes et les besoins des enfants. Au Brésil, par exemple, a paru une "étude statistique sur les enfants et les mères". Le Mexique a consacré une étude aux enfants et aux familles dans la ville de Mexico et une autre aux services en faveur de l'enfance en milieu rural, et le Pérou vient d'achever une étude sur les enfants péruviens. En Amérique centrale, cinq pays ont effectué des études sur la situation des enfants; l'une d'entre elles, "L'enfant au Panama", est terminée, et celle du Costa Rica devrait être publiée sous peu. Aux Caraïbes, Cuba a tenu la deuxième Conférence internationale sur la croissance de l'enfant, et à cette occasion le gouvernement a présenté une étude sur les jeunes Cubains. En Haïti, une étude a été consacrée à la "Situation de l'enfant haïtien". En Amérique du Sud, la Commission chilienne pour l'Année internationale de l'enfant a évalué les mesures prises en faveur de l'enfance qu'elle a résumées dans une étude intitulée "Soins permanents en faveur des enfants chiliens".

85. Le FISE a, conjointement avec la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), présenté au Conseil d'administration, à sa session de 1979, une étude intitulée "Indicateurs relatifs à la situation des enfants en Amérique latine et aux Caraïbes". Après la session, le bureau du FISE à Santiago a publié, sous la direction de Juan Pablo Terra, un long document intitulé "Situación de la Infancia en América Latina y el Caribe" (630 pages). En décembre 1979, le FISE et la CEPAL ont organisé un colloque régional ayant pour thème "l'extrême misère et les enfants" et pour but de déterminer les conséquences de la misère sur les jeunes enfants, d'étudier certaines expériences réussies visant à fournir services et soins à des enfants vivant dans des conditions de dénuement extrême et d'analyser l'effet des politiques sociales et économiques actuelles sur les enfants des Amériques.

86. Ce colloque a fourni une mine de renseignements et permis de mettre en pleine lumière le fait que, dans la plupart des pays, ces groupes marginaux démunis soit ne bénéficient d'aucune assistance ni d'aucun système de prestation de services, soit bénéficient d'une assistance très insuffisante. Il a également donné l'occasion d'examiner certaines stratégies d'avant-garde visant à la redistribution des revenus et des services afin de donner la priorité aux besoins de ces groupes de population. Des consultants de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de la Commission économique pour l'Amérique latine, notamment, ont fait des exposés, et le PNUD, la FAO, l'UNESCO, l'OPS/OMS, l'Organisation des Etats américains (OEA) et d'autres institutions et universités ont également participé aux débats.

87. L'OPS et l'OMS ont publié conjointement dans le cadre de l'Année une étude consistant en une évaluation sanitaire intitulée "Situation sanitaire de l'enfant dans les Amériques".

88. Ces activités fournissent en général des données d'information de tout premier ordre sur lesquelles il est possible de se fonder pour élaborer des politiques bien conçues et fixer des objectifs rationnels aux activités de planification et de programmation nationales au titre de projets en faveur de l'enfance.

89. Des groupes privés, en particulier journaux et chaînes de radio et de télévision, se sont montrés tout à fait disposés à promouvoir les activités en faveur de l'enfance et à diffuser des messages à l'intention des parents et des collectivités afin de mettre l'accent sur certains aspects de la campagne en faveur de l'enfance menée à l'occasion de l'Année comme la santé, la nutrition, l'éducation, l'assainissement, etc. Se sont particulièrement distingués à cet égard le réseau de télévision brésilien Rede Globo et le réseau mexicain Televisa.

90. Le FISE s'intéresse plus qu'avant aux enfants d'âge préscolaire des zones rurales et urbaines dont les mères sont chefs de famille et à la participation des collectivités, comme le montrent la majorité des 21 recommandations concernant la région qui sont faites au Conseil d'administration. L'approvisionnement en eau et l'assainissement sont des questions très importantes et plusieurs pays tels que Cuba, le Guatemala, Haïti, la Jamaïque et le Mexique en font le sujet essentiel de leurs propositions. L'accent est mis par les pays d'Amérique centrale et les îles des Caraïbes de langue anglaise sur la question des soins à donner aux enfants d'âge préscolaire et des stimulations qu'ils ont besoin de recevoir très tôt.

Les mères et les enfants pris en charge par les mouvements de libération

91. En Afrique, le FISE fournit depuis 1972 une assistance humanitaire aux enfants et aux mères dont s'occupent les mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Les populations de réfugiés ont reçu cette aide dans les pays d'accueil où ils résidaient, notamment l'Angola, le Botswana, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

92. A chaque fois, les modalités du programme d'assistance ont été arrêtées après consultations avec le gouvernement hôte, le Comité de libération de l'OUA et le mouvement de libération intéressé. Ces programmes ont permis de satisfaire certains des besoins sanitaires les plus fondamentaux et de fournir des matériels d'éducation, du matériel et des outils, des semences et d'autres articles analogues en vue de la production de denrées alimentaires et de l'amélioration de la nutrition. En outre, l'assistance reçue a permis de perfectionner les abris et d'améliorer l'approvisionnement en eau. L'un des aspects importants de ces programmes a été la formation d'un personnel auxiliaire et intermédiaire : agents de santé, enseignants et agents de promotion du développement communautaire. Les agents sanitaires ont fait un stage au Centre de formation de tous les mouvements de

libération à Morogoro (République-Unie de Tanzanie) avec l'entière coopération de l'OMS, du PNUD et du gouvernement hôte. Les mouvements de libération bénéficiaires étaient les deux tendances du Front patriotique : la ZANU et la ZAPU (Zimbabwe), la SWAPO (Namibie) et l'ANC (Afrique du Sud).

93. Ces activités humanitaires ont été financées à la fois par les ressources ordinaires du FISE et par les contributions à des fins spéciales réservées pour les "décisions de noter". Les dépenses engagées au titre des ressources ordinaires depuis 1978 se sont élevées à 3 140 000 dollars, en sus de l'assistance fournie avant 1978 au titre des programmes de coopération du FISE en faveur des pays d'accueil. Des contributions à des fins spéciales ont été reçues des pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Irlande, Italie, Nouvelle-Zélande, Norvège et Royaume-Uni. En outre, des dons ont été faits par Trocaire (Development Assistance Organization of Irish Roman Catholic Movements Episcopy) (Irlande) et par le South African Refugee Relief Fund (Etats-Unis). Deux organismes des Nations Unies, le PNUD et le HCR, ont versé au FISE des sommes importantes provenant de fonds d'affectation spéciale. Les contributions à des fins spéciales reçues à ce jour s'élèvent à 3 108 274 dollars.

Perspectives d'avenir

94. Avec l'indépendance du Zimbabwe, on peut espérer le retour rapide des 200 000 réfugiés du Zimbabwe dans leur pays (la grande majorité avait été accueillie par le Mozambique et la Zambie) et la réinstallation des 700 000 personnes déplacées. Le HCR coordonnera l'assistance dont bénéficieront ces deux mouvements de population. Le FISE sera prié, ainsi que d'autres organismes des Nations Unies, de prêter son assistance à ces opérations, et il a pris part à la brève enquête qui s'est déroulée au cours de la première semaine d'avril.

95. La possibilité d'une coopération du FISE à d'autres programmes en faveur du Zimbabwe est examinée à l'heure actuelle par le Bureau régional pour l'Afrique orientale à Nairobi, qui a pris des dispositions pour organiser sur place un débat sur la question à la fin du mois d'avril. Un bureau est en cours d'ouverture à Harari dans un local temporaire, et on attend de recevoir l'accord nécessaire pour la nomination d'un représentant du FISE.

96. L'assistance du FISE en faveur des réfugiés namibiens, qui résident en grand nombre en Angola, se poursuivra au cours de l'année 1980 grâce aux soldes d'anciens engagements de dépenses. Si l'on parvient au cours de l'année à une solution politique de la question namibienne, le FISE étudiera avec les autorités compétentes les dépenses à prévoir pour satisfaire les besoins des enfants et des mères en Namibie.

Appui aux activités d'évaluation

97. Le Conseil d'administration a examiné en 1976 l'assistance apportée par le FISE aux activités d'évaluation et approuvé un programme visant à les renforcer 26/. Ce programme a pour but de fournir un appui soutenu à trois pays par an et d'en aider un plus grand nombre de façon moins intensive. Il s'agit de collaborer à l'élaboration et à l'étude des programmes et des projets, de distribuer livres, articles, reproductions et autres imprimés portant sur la gestion des programmes, de partager les données d'expérience acquise dans divers pays et de renforcer la campagne de promotion des activités d'évaluation organisée par les bureaux de pays du FISE.

98. Le mot d'ordre étant d'améliorer la conception des programmes et des projets si l'on veut que leur suivi et leur évaluation soient efficaces, le FISE, en collaboration avec divers ministères et institutions en Ethiopie, aux Philippines, et en Zambie, a consacré en 1979 une grande attention à certaines activités clefs pouvant influencer la conception, et donc l'exécution future, de programmes et de projets nouveaux ou remaniés. L'accent a été mis sur l'identification des problèmes, la détermination des possibilités d'action et l'indication précise des objectifs, des activités, de la structure administrative et des ressources budgétaires. Outre la collaboration intensive qu'il a fournie aux trois pays mentionnés ci-dessus, le FISE a contribué à la mise en oeuvre des programmes d'autres pays en les aidant à effectuer des évaluations prospectives. Quatre-vingt-un de ces projets ont été entrepris sous forme d'études et d'enquêtes en 1979.

99. Outre l'attention particulière qu'il a portée à l'amélioration des programmes et à l'élaboration des projets, le personnel du FISE s'occupant des programmes au niveau des pays a continué à consacrer une partie considérable de son temps au suivi de l'exécution des projets recevant une aide du FISE. Ces études administratives ne constituaient pas à proprement parler des évaluations mais ont représenté, dans l'ensemble, une part importante des activités du FISE en la matière. Elles ont aussi servi de base pour les échanges de vues que le FISE a eus avec les ministères et les divers services à propos des réajustements à apporter aux projets pour en accélérer l'exécution.

100. Par ailleurs, le FISE a appuyé des activités d'évaluation rétrospectives. Les bureaux locaux ont fait état de 21 de ces évaluations en 1978. Leur nombre est passé à 73 en 1979; il a donc triplé. Cela peut s'expliquer, en partie, par les activités entreprises à l'occasion de l'Année et par la meilleure qualité des rapports fournis. Ce sont des institutions nationales qui se sont chargées de la plupart des évaluations.

101. Le montant de l'assistance que le FISE a consacrée en 1979 à ces études, enquêtes et évaluations a dépassé 4 millions de dollars.

26/ Voir "Critères pour servir à l'évaluation des programmes avant, pendant et après leur exécution : note et recommandations du Directeur général" (E/ICEF/P/L.1628, 19 janvier 1976).

102. Le FISE continuera d'appuyer les activités visant à améliorer l'élaboration des programmes et des projets mais en mettant à présent l'accent sur le suivi et les évaluations en cours. En ce qui concerne le suivi, on donnera plus d'importance à l'élaboration d'indicateurs d'efficacité. On souligne davantage maintenant l'intérêt que représentent l'organisation d'observations sur le terrain, l'établissement de rapports et l'utilisation des renseignements fournis par les activités de suivi sur une base systématique et régulière si l'on veut inciter les pays à effectuer les réajustements nécessaires. Le FISE cherche davantage à déterminer les moyens de contribuer à la mise en place de systèmes régionaux de rassemblement de données d'information pouvant être utilisés pour la gestion et le remaniement des projets. La formation donnée actuellement au personnel du FISE souligne davantage les contraintes au niveau de l'exécution et les systèmes de contrôle, ainsi que la planification des activités entrant dans le cadre des observations sur le terrain.

103. On continuera au cours de la période 1976-1979 à fournir le même type d'assistance au niveau de l'élaboration des programmes et des projets et à concentrer l'attention sur deux ou trois pays par an. L'expérience a montré qu'il faut chercher particulièrement à améliorer certains aspects de la programmation. Il s'agit du rassemblement et de l'analyse des données d'information - en particulier au niveau de l'analyse des politiques -, de l'analyse des contraintes - y compris de la faisabilité au niveau administratif -, de la planification des tâches et des activités de programmation en cours et des méthodes de préparation des programmes et des projets à l'échelon des provinces ou des districts.

104. Ces trois dernières années, les bureaux du FISE ont fait appel, dans un certain nombre de pays, aux services fournis par les instituts ou établissements universitaires nationaux pour la promotion et l'exécution des activités d'évaluation. Il faudra insister au cours de la période 1980-1982 sur la nécessité d'utiliser encore davantage les ressources des pays en matière d'évaluation. Le personnel du FISE devra s'efforcer de déterminer quelles sont les institutions et les ressources individuelles appropriées et d'utiliser leurs services pour appuyer les activités d'évaluation. Dans cet ordre d'idée, on insistera davantage, dans le cadre de la formation du personnel du FISE, sur la passation de contrats avec des instituts nationaux, sur le suivi des progrès réalisés en matière d'évaluation, sur la diffusion des conclusions des évaluations et sur la suite à donner aux rapports d'évaluation.

105. Le FISE a collaboré étroitement avec plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies à ces évaluations de programmes. Mais on pourrait systématiser encore davantage l'échange de données d'information en ce qui concerne la planification des programmes et les activités d'évaluation, et utiliser ces renseignements comme point de départ pour renforcer la collaboration et l'appui apportés aux activités exécutées au niveau des pays.

106. Au cours de l'année 1979, le FISE a eu l'occasion de collaborer avec M. Bertrand, inspecteur du Corps commun d'inspection. Au moment de l'établissement de cette partie du rapport, M. Bertrand achevait, à l'intention de la session de 1980 du Conseil d'administration, une analyse des méthodes de programmation du FISE et de l'appui aux activités d'évaluation. Il est possible que l'examen que consacrera le Conseil à ce rapport et les conclusions auxquelles il aboutira influent sur l'orientation et les options du plan de travail présenté dans les paragraphes précédents.

Communications pour l'appui aux projets^{27/}

107. En 1979, la coopération dans le domaine des communications pour l'appui aux projets a continué à être axée sur un relèvement des compétences en la matière des agents d'exécution recrutés localement et de leurs formateurs, au moyen d'ateliers et de séminaires. En collaboration avec l'UNESCO et la Fédération internationale pour le planning familial, le FISE a ainsi parrainé un cours de quatre semaines à l'intention des formateurs sur la communication au service de la promotion sociale, organisé au Malawi pour le compte des ministères intéressés de six pays d'Afrique australe. En Thaïlande, des programmes de formation aux communications pour l'appui aux projets et des pochettes de documentation à l'intention des formateurs et des moniteurs gouvernementaux ont été mis au point. Des ateliers et des séminaires ont eu lieu en Birmanie, au Burundi, aux Comores et au Rwanda. Dans la République de Corée, le FISE a participé à un séminaire sur les stratégies en matière de communications pour l'appui aux projets concernant les services de base et la promotion sociale au cours des années 80 au sein du Saemaul Undong (nouveau mouvement communautaire).

108. L'effort du FISE a continué à porter sur l'amélioration des moyens et des possibilités de communications pour l'appui aux projets, à l'échelle nationale, afin de permettre aux gouvernements d'intégrer les communications dans les programmes en faveur des enfants et des mères. Au Népal, le FISE a aidé les Ministères de la santé et de l'éducation à créer des groupes de production et de distribution de matériel d'information. Le Gouvernement jordanien est en train de mettre sur pied un service d'information sur le développement, qui sera chargé d'entreprendre des programmes de communications pour l'appui aux projets. Au Mozambique, le FISE a aidé le Ministère de l'information à trouver des moyens efficaces pour persuader les membres des villages communautaires d'organiser des services de base. En Ethiopie, un consultant du FISE aide le Centre éthiopien des moyens d'information à préparer des messages et du matériel pour appuyer le programme de réforme de l'enseignement primaire.

109. Une assistance a également été prêtée en vue de produire des prototypes de matériel et de les tester. En Thaïlande et dans les pays des Caraïbes, du matériel en vue de la promotion de l'allaitement naturel et de la nutrition des nourrissons a été élaboré et testé. A Sri Lanka, un manuel a été rédigé et des films pédagogiques tournés à l'intention du personnel des garderies, dans la zone des plantations de thé. En Indonésie et au Népal, on a élaboré du matériel pour les projets relatifs à l'hygiène, à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à la nutrition.

^{27/} La question des communications pour l'appui aux projets est traitée dans le rapport intitulé "Examen général de la politique, de l'organisation et des méthodes de travail du FISE" (E/ICEF/670, par. 206 et 207), dénommé ci-après dans le présent document l'"Examen général".

110. Il existe au siège du FISE (Division de l'information) un petit service qui est spécialement chargé de coordonner et de promouvoir l'échange de renseignements et de compétences entre le siège et les bureaux extérieurs et entre le FISE et les autres institutions s'occupant des communications pour l'appui aux projets dans les pays en développement. Le nombre de lecteurs de la revue trimestrielle PSC Newsletter a doublé au cours des 12 derniers mois.

111. Dans l'avenir, l'assistance en matière de communications pour l'appui aux projets se concentrera sur l'amélioration des réseaux de communications entre les communautés et les agents d'exécution au moyen de programmes de formation, de recherche appliquée en matière de communication sociale et de la mise au point d'une technique appropriée de communications au niveau des communautés, comme l'utilisation de l'énergie solaire pour alimenter les postes récepteurs des communautés et des écoles.

CTPD : application du Plan d'action de Buenos Aires

112. En 1979, l'activité du FISE s'est exercée principalement dans trois domaines : la fourniture de marchandises et de matériel en provenance des pays en développement; l'échange de renseignements et d'expériences entre pays en développement afin d'améliorer la situation des enfants; et la formation du personnel.

113. Le FISE a aidé à développer la production locale d'articles nécessaires aux services en faveur de l'enfance en fournissant une partie du matériel ou des matières premières indispensables, en adaptant aux conditions locales les processus ou les modèles de production importés des pays industrialisés (produits pharmaceutiques, instruments chirurgicaux, etc.) ou en mettant au point des techniques appropriées (pompes à main). En 1979, le FISE a acheté dans les pays en développement 33 millions de dollars de fournitures, dont une part substantielle, représentant un montant de 14 millions de dollars, devait être utilisée hors du pays d'achat.

114. En 1979, le FISE a encouragé l'échange de renseignements et d'expériences entre pays en développement dans les domaines intéressant l'enfance, notamment en organisant ou en parrainant, de concert avec d'autres organisations, un certain nombre de conférences, de séminaires et d'ateliers d'ampleur et d'intérêt variables.

115. Au cours des dernières années, le FISE a encouragé les échanges de personnel entre pays en développement dans les secteurs intéressant l'épanouissement de l'enfance (soins de santé primaires, éducation de base, nutrition) ou l'amélioration de l'environnement de l'enfant (approvisionnement en eau potable, assainissement, travaux ménagers, etc.). Dans cet effort, le FISE recourt fréquemment à l'aide d'institutions nationales ou interrégionales reconnues, comme l'Institut de développement pour l'Asie et le Pacifique (dont le siège est actuellement à Bangkok), l'Institut panafricain pour le développement (Daoula) et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (Santiago).

116. En 1979, par exemple, le FISE a accordé 20 bourses de perfectionnement dont les titulaires ont reçu une formation spécialisée dans deux centres créés par l'Institut panafricain pour le développement à Yaoundé et Buea (République-Unie du Cameroun). Le FISE a également financé des cours de formation accélérée, permettant ainsi à 23 Népalais d'apprendre en Inde à imprimer les ouvrages scolaires, etc. Enfin, le FISE organise périodiquement des missions d'étude dans les pays en développement. Par exemple, en 1979, 10 fonctionnaires de Sri Lanka ont fait en Inde un séjour de plusieurs semaines pour en apprendre davantage sur l'hygiène du milieu.

117. A l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (Vienne, août 1979), le FISE a organisé une exposition destinée à faire connaître les techniques appropriées utilisées dans les pays en développement pour l'amélioration du foyer, la conservation et le stockage des aliments, la rétention des eaux, l'allégement du travail féminin, etc.

Application du programme d'action de la Conférence mondiale sur
la réforme agraire et le développement rural, et technologies
villageoises

118. La déclaration de principes et le programme d'action adoptés à la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural 28/, que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a fait siens 29/ ont pour le FISE un intérêt considérable et direct, notamment l'adoption de stratégies pour le développement rural axées sur la lutte contre la pauvreté, la participation des ruraux pauvres à la prestation des services, l'intégration des femmes au développement, l'utilisation d'une technologie appropriée et l'accent mis sur la formation et l'acquisition de compétences.

119. La "stratégie des services de base" du FISE est axée sur la lutte contre la pauvreté et repose en premier lieu sur les deux importants concepts de l'auto-suffisance collective et de la participation communautaire. Le FISE apporte sa coopération financière et technique, pour la plus grande part, aux zones rurales où il appuie les services opérant dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, de la nutrition, des soins de santé primaires, de l'enseignement primaire et non scolaire.

120. Le FISE se préoccupe également de la place des femmes dans le développement, étant donné que le bien-être des enfants dépend essentiellement de la promotion des femmes. Le FISE appuie donc activement les programmes qui aideront cette promotion à devenir une partie intégrante du développement, le plus souvent avec la coopération d'institutions régionales, comme le Centre africain de formation et de recherche pour les femmes d'Addis-Abeba et le Centre de la femme et du développement pour l'Asie et le Pacifique de Bangkok. Il a appuyé des cours organisés à

28/ Rapport de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (Rome, 12-20 juillet 1979), FAO, WCARRD/REP.

29/ Résolution 34/14 de l'Assemblée générale.

L'intention de formateurs locaux s'occupant de programmes en faveur des femmes dans des domaines tels que la planification des programmes, les activités agricoles et les activités productrices de revenu, la production et le stockage d'aliments, les techniques de la communication, etc. Il a aussi été procédé à des distributions de manuels. L'appui du FISE s'est élevé en 1979 à 280 000 dollars des Etats-Unis et le montant prévu en 1980 atteindra 300 000 dollars.

121. Le FISE encourage également l'amélioration et la diffusion des techniques appropriées, définies comme des techniques peu coûteuses d'origine autochtone qui sont acceptables sur les plans culturel, social et écologique parce qu'elles peuvent contribuer largement à libérer les femmes et les mères de leurs tâches quotidiennes et leur permettre de consacrer plus de temps à leurs enfants. Le FISE a appuyé en 1977 la création d'un "Groupe des technologies villageoises" à Karen (Kenya), où sont démontrées certaines techniques : conservation, traitement et stockage des aliments; captage, pompage et stockage de l'eau, amélioration du foyer et conservation de l'énergie). Des cours de formation sont également donnés. L'engagement de 485 000 dollars approuvé par le Conseil en 1979 pour l'application d'une technologie au niveau du village en Afrique orientale en 1979 et 1980 est en cours d'exécution. Des centres moins importants sont créés, avec l'appui des gouvernements, au Botswana, au Lesotho et au Swaziland, et d'autres activités sont menées au Burundi, au Mozambique, au Rwanda et dans la République-Unie de Tanzanie. Le bureau régional a organisé un atelier interrégional sur le thème "la technologie appliquée et les services de base" en mars 1980. Le bureau régional du FISE pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a établi et publié en coopération avec l'ENDA (Environnement et développement du tiers monde) une étude sur les technologies traditionnelles dans la région, ainsi que sur la possibilité de les améliorer et de les utiliser plus largement pour réduire le travail des femmes 30/.

122. Dans le cadre des programmes de pays, le FISE accorde à l'Afghanistan, au Bangladesh, à la Colombie, à la Guyane, à l'Inde, à l'Indonésie et au Pérou une assistance destinée à promouvoir les technologies appropriées en tant qu'élément fondamental de la stratégie des services de base, en insistant notamment sur la participation des femmes, et en particulier sur les activités productrices de revenus. Ces exemples montrent que le FISE applique certaines des principales recommandations énoncées dans le programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural qui s'adressent plus particulièrement à lui.

Niveau de l'aide accordée au titre des programmes en 1979

123. Le tableau 1 fait apparaître les dépenses relatives aux programmes du FISE dans des pays dont le volume des ressources est plus ou moins grand, comme il est indiqué dans l'Examen général (E/ICEF/670, par. 214).

30/ David, Langley, Ngom : Technologies villageoises en Afrique de l'Ouest et du Centre (FISE, Abidjan et ENDA, Dakar, 1979, 412 pages).

124. En 1979, la dépense moyenne par enfant 31/ dans les pays où le FISE coopérait à des programmes a été de 21 cents des Etats-Unis, soit une fois et demie le montant de 1978.

125. Dans les pays les moins avancés, le montant moyen des dépenses engagées au titre des programmes en 1979 s'est élevé par enfant à 63 cents des Etats-Unis, soit 39 cents prélevés sur la masse commune des ressources et 24 cents provenant des contributions à des fins spéciales. Ce montant était un peu plus de cinq fois supérieur à la dépense moyenne par enfant dans les pays du groupe II bénéficiant des formes "normales" de coopération du FISE, qui s'est élevée à 12 cents des Etats-Unis en 1979. Ce résultat s'explique en partie par le niveau exceptionnellement élevé des dépenses au Kampuchea. Dans la projection pour 1983, le rapport est de 3,5.

126. Le montant moyen des dépenses par enfant dans les petits pays a été de 73 cents. Pour que l'assistance du FISE y soit efficace, il a fallu accorder une assistance supérieure à celle que justifieraient normalement les effectifs de la population infantine.

127. La contribution aux programmes des pays en développement à revenu plus élevé (catégorie III) s'est élevée en moyenne à 2 cents des Etats-Unis par enfant. Ce montant est l'indice d'un type différent de coopération, où interviennent l'échange de renseignements sur les politiques et les programmes, la mise à l'essai de méthodes et de formes d'organisation, etc.

Statistiques concernant les programmes

128. Beaucoup des résultats les plus importants découlant de la coopération du FISE ne peuvent être chiffrés - changements dans les politiques et les programmes nationaux en faveur de l'enfance; nombre de personnes utilisant des services de meilleure qualité; effets sur leur santé, leur nutrition ou leur éducation. Quoi qu'il en soit, les tableaux 2 à 5 présentent un certain intérêt.

129. Le nombre total des enfants de moins de 15 ans dans les pays où le FISE coopère à des programmes s'est élevé en 1979 à 960 millions, dont 190 millions dans 57 pays parmi les moins avancés et les petits pays; 640 millions dans 37 pays en développement ayant un revenu bas ou moyen; et 130 millions dans 15 pays en développement ayant un revenu élevé (tableau 1, chiffres arrondis).

130. Deux cent cinquante mille centres et institutions ont reçu des fournitures et du matériel du FISE en 1979, la plupart étaient situés dans des zones rurales. Ce chiffre a représenté une légère augmentation par rapport à 1978. Une augmentation de 10 p. 100 est prévue dans les plans de pays pour 1980 (tableau 2, chiffres arrondis).

31/ Cette évaluation n'a qu'une valeur indicative. La dépense par enfant est plus élevée dans le cas de bénéficiaires d'un programme.

131. Le nombre de personnes travaillant dans les services nationaux à avoir reçu une orientation ou une formation en 1979 a été de 360 000, soit une augmentation de 70 p. 100 par rapport à 1978. Celle-ci a été particulièrement nette parmi les animateurs de village et les volontaires (62 000 en Indonésie) travaillant dans le secteur de la santé publique et de la nutrition appliquée sur le terrain (tableau 3, chiffres arrondis). Sur ce total, 225 000 ont reçu une orientation d'un mois au plus et 70 000 ont suivi un cours d'une durée d'un à trois mois (tableau 4, chiffres arrondis).

132. Dans le domaine de l'approvisionnement en eau, 75 000 petites installations, qui desservent 15 millions de personnes, dont 6 500 000 enfants, ont été mises en service, soit une augmentation de 60 p. 100 par rapport à 1978; une nouvelle augmentation de 50 p. 100 est prévue pour 1980. On a construit 130 000 installations d'évacuation des excréta, qui desservent 1 280 000 personnes, soit une augmentation de 50 p. 100 par rapport à 1978. Il est trop tôt pour déterminer si la directive du Conseil (1979) visant à prêter à l'assainissement un appui accru a été suivie d'effet; en tout état de cause, il s'agira d'un processus lent et difficile (tableau 5, chiffres arrondis).

133. En 1979, le FISE a dépensé 260 millions de dollars au titre de la coopération aux programmes, soit une augmentation de 40 p. 100 par rapport à 1978. Une ventilation par catégorie (annexe I), arbitraire du fait que le FISE recommande une méthode faisant intervenir un certain nombre de secteurs dans la plupart des programmes 32/, montre que la composition en est restée la même que les années précédentes, plus de la moitié des dépenses allant à la santé de l'enfant (y compris l'approvisionnement en eau) et les pourcentages allant à l'éducation (16 p. 100) et à la nutrition (7 p. 100) étant en légère baisse. On a tendance à ranger les mesures visant à améliorer la nutrition sous les rubriques "santé" ou "enseignement". L'augmentation notable des secours d'urgence (10 p. 100) traduit les opérations menées en particulier au Kampuchea, mais aussi ailleurs. Les "services de santé de base pour les enfants", élément de la "santé de l'enfant" au même titre que l'"approvisionnement en eau/assainissement", ont reçu en dollars un montant supérieur du quart à celui de 1979, mais leur part a baissé de 30 p. 100 en 1978 à 26 p. 100 en 1979. La promotion des soins de santé primaires, décidée en octobre 1978 à Alma Ata, n'a pu encore apparaître dans les statistiques de 1979; en outre, elle n'est pas encore vraiment mise en oeuvre au niveau des pays. Cependant, la formation des agents locaux, à laquelle il a été fait allusion plus haut, est encourageante. Les projections pour les catégories figurant au tableau 1 sont indiquées dans le plan de travail à moyen terme (E/ICEF/L.1412, tableau 1) (annexe I, chiffres arrondis).

134. L'annexe II donne le montant global des dépenses au titre des programmes dans chacune des différentes régions. Le FISE pratique une approche par pays, non par région, de sorte que les différences entre régions traduisent l'importance relative du nombre d'enfants par rapport à la population totale, ainsi que les ressources économiques et financières des pays de la région qui apparaissent dans le tableau 1, et non une politique régionale de coopération.

32/ Voir l'Examen général, par. 100 à 104.

135. En 1979, le FISE a coopéré à des programmes dans 109 pays. Dans 105 d'entre eux, il a prêté son appui aux services de santé maternelle et infantile de base, et dans 80 à 90 à l'approvisionnement en eau, à la nutrition de l'enfant, aux services de protection sociale et à l'enseignement (annexe III, chiffres arrondis).

Tableau 1

Dépenses annuelles du FISE imputées sur la masse commune des ressources et les contributions à des fins spéciales au titre des programmes dans des pays dont le volume des ressources est plus ou moins grand, 1975-1979

	Groupe I				
	Pays moins avancés (pays portés sur la liste de l'ONU et pays ayant besoin d'une assistance plus importante)	Petits pays dont la population infantine est de moins de 500 000 enfants	Groupe II Pays à revenu moyen	Groupe III Pays à revenu plus élevé	Total
Nombre de pays où des projets bénéficient d'une assistance du FISE, 1979	36	21	37	15	109
Population infantine 0-15 ans (1980) (en millions)	185	4	641	128	958
Dépenses annuelles relatives aux programmes (en milliers de dollars des Etats-Unis) <u>a/</u>					
1975	29 414	1 742	57 827	2 199	91 182
1976	36 424	1 682	34 194 <u>b/</u>	5 511	77 811
1977	52 986	1 828	39 904	6 932	101 650
1978	70 514	2 152	53 768	8 814	135 248
1979	117 344	2 900	77 197	3 033 <u>a/</u>	200 474
1983 (projections)	134 500	3 500	134 500	2 500	275 000
Dépenses annuelles moyennes, 1975-1979 (en milliers de dollars des Etats-Unis)	61 336	2 061	52 578	5 298	121 273
Dépenses annuelles moyennes par enfant (en cents des Etats-Unis)					
1975	26	58	10	5	12
1976	12+12 = 24	49	5+1 = 6	4	6+3 = 9
1977	17+17 = 34	30	6+1 = 7	5	6+4 = 12
1978	28+12 = 40	37+26 = 63	7+1 = 8	4+3 = 7	11+3 = 14
1979	39+24 = 63	45+28 = 73	10+2 = 12	2+0 = 2	15+6 = 21
1983 (projections)	52+20 = 72	58+30 = 88	18+3 = 21	2	23+6 = 29
Dépenses annuelles moyennes par enfant, 1975-1979 (en cents des Etats-Unis)	37	55	9	5	14

a/ Non compris les dépenses relatives aux programmes régionaux et interrégionaux.

b/ En 1976, l'Algérie, le Brésil, Cuba, la Malaisie, le Nicaragua, le Pérou et la Turquie sont passés du groupe II au groupe III. L'Angola, le Mozambique et la République socialiste du Viet Nam sont passés du groupe II au groupe I. Les regroupements pour les années antérieures restent inchangés.

c/ A noter les changements suivants survenus en 1978 : le Cap-Vert et les Comores sont passés du groupe Ib au Ia; Djibouti a été ajouté au Groupe Ib et la Jamaïque au groupe III; le Congo, le Nicaragua, le Pérou et la Malaisie sont passés du groupe III au groupe II.

d/ En 1979, le Liban est passé du groupe III au groupe Ic et le Kampuchea a été porté sur la liste du groupe Ic. La Dominique, la Grenade et Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla ont été ajoutés au groupe Ib. La Barbade a été incluse dans le groupe III.

Note : A partir de 1976, les dépenses par enfant imputées sur la masse commune des ressources et sur les fonds supplémentaires ainsi que leur total sont indiquées séparément.

Tableau 2

Institutions et centres qui ont reçu du matériel et des fournitures du FISE

(Chiffres arrondis à la centaine la plus proche)

	<u>1978</u>	<u>1979</u> (Chiffres estimatifs)	<u>1980</u> (Chiffres prévus)
<u>Santé de l'enfant</u>			
Hôpitaux de district, centraux et autres	700	1 000	1 200
Centres de santé urbains et autres institutions urbaines	2 900	3 100	3 300
Centres de santé ruraux	13 300	9 300	9 700
Centres subsidiaires, centres de SMI des villages	29 200	25 000	29 400
Total de l'assistance pour la santé de l'enfant	46 100	38 400	43 600
<u>Nutrition de l'enfant</u>			
Villages <u>a/</u>	81 000	104 400	134 000
Institutions nationales, régionales et provinciales <u>b/</u>	300	1 600	2 000
Ecoles et instituts de formation <u>c/</u>	700	800	500
Total de l'assistance à la nutrition de l'enfant	82 000	106 800	136 500
<u>Services de protection sociale en faveur de l'enfance</u>			
Centres de protection sociale en faveur de l'enfance, y compris les garderies d'enfants	15 200	13 600	15 300
Services destinés aux femmes <u>d/</u>	2 600	3 700	4 200
Centres et clubs pour les groupes d'adolescents et de jeunes	1 700	1 300	1 400
Instituts offrant des cours de formation <u>e/</u>	300	400	300
Total de l'assistance aux services de protection sociale en faveur de l'enfance	19 800	19 000	21 200
<u>Enseignement de type scolaire</u>			
Ecoles primaires	88 800	78 400	87 000
Ecoles secondaires <u>f/</u>	300	500	100
Etablissements de formation du personnel enseignant	500	1 600	1 700
Autres établissements d'enseignement et de formation	2 400	2 600	2 900
Total de l'assistance à l'enseignement de type scolaire	92 000	83 100	91 700
<u>Préparation professionnelle</u>	900	1 000	1 600
TOTAL GENERAL	240 800	248 300	294 600

a/ Y compris les jardins scolaires et les cantines, les centres de nutrition, les centres et clubs de démonstration nutritionnelle, les jardins communautaires et autres.

b/ Activités d'appui (par exemple, les groupes de production de semences, viviers, poussinières, etc.).

c/ Lorsque des cours de formation sont offerts.

d/ Y compris les centres communautaires, les coopératives, etc.

e/ Pour les agents d'action sociale à tous les niveaux.

f/ L'aide du FISE a porté sur les éléments nutrition et santé de l'enseignement secondaire.

/...

Tableau 3

Personnel national qui a bénéficié d'une formation grâce à des indemnités de subsistance du FISE

(Chiffres arrondis à la centaine la plus proche)

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>
<u>Santé de l'enfant</u>			
Médecins (cours d'orientation ou de recyclage)	1 800	2 100	1 700
Assistants médicaux et sanitaires	3 300	4 800	5 700
Infirmières et sages-femmes	15 700	4 400	4 200
Infirmières auxiliaires et sages-femmes	3 200	4 200	3 600
Agents de santé publique a/	33 600	42 500	82 700
Accoucheuses traditionnelles	1 600	1 900	10 600
Total de l'assistance à la santé de l'enfant	59 200	59 900	108 500
<u>Nutrition de l'enfant</u>			
Agents locaux b/	13 100	18 700	79 300
Autre personnel de nutrition c/	4 600	5 500	16 700
Total de l'assistance à la nutrition de l'enfant	17 700	24 200	96 000
<u>Services de protection sociale en faveur de l'enfance</u>			
Agents de la protection de l'enfance	6 600	5 300	4 800
Education et formation des femmes d/	6 000	16 400	8 000
Animateurs locaux, de village, de groupes de jeunes, etc.	44 100	26 500	45 500
Total de l'assistance à la protection sociale en faveur de l'enfance	56 700	48 200	57 800
<u>Enseignement de type scolaire</u>			
Instituteurs	45 100	53 600	62 400
Professeurs de l'enseignement secondaire	500	200	100
Instructeurs chargés de la formation du personnel enseignant	3 200	8 400	4 800
Autre personnel enseignant	15 200	13 800	27 600
Total de l'assistance à l'enseignement de type scolaire	64 000	76 000	94 900
<u>Préparation professionnelle</u>			
Instructeurs	-	300	300
Autre personnel	300	100	4 000
Total de l'assistance à la préparation professionnelle	300	400	4 300
<u>Divers</u>			
Planification et administration	4 100	2 400	4 400
Statistiques	200	200	100
Transports	200	100	-
Total divers	4 500	2 700	4 500
TOTAL GENERAL	202 400	211 400	366 000

a/ Y compris les ingénieurs sanitaires et les inspecteurs de la santé.

b/ Par exemple, les personnes associées aux institutions locales telles que les jardins scolaires et les cantines, les centres de nutrition, les centres de démonstration nutritionnelle, les jardins communautaires et autres.

c/ Y compris le personnel technique, administratif et de planification.

d/ Développement communautaire, coopératives, enseignement ménager, puériculture.

Tableau 4

Personnel national formé grâce à des indemnités de subsistance
du FISE, en fonction de la durée des cours

	1977		1978		1979	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Un mois ou moins	132 600	66	130 500	62	226 200	62
Entre 1 mois et 3 mois	46 200	23	44 000	21	73 700	20
Entre 3 mois et 1 an	23 200	11	36 900	17	64 900	18
Plus de 1 an	400	0	0	0	1 200	0
Total	<u>202 400</u>	<u>100</u>	<u>211 400</u>	<u>100</u>	<u>366 000</u>	<u>100</u>

Tableau 5

Assainissement du milieu - distribution d'eau et évacuation des excréta

	1978		1979 (chiffres estimatifs)		1980 (chiffres prévus)	
	Nombre des réseaux achevés	Nombre des bénéficiaires	Nombre des réseaux achevés	Nombre des bénéficiaires	Nombre des réseaux achevés	Nombre des bénéficiaires
<u>Distribution d'eau</u>						
Puits creusés et installations de pompes à main	52 828	7 013 400	70 921	9 350 900	74 437	14 053 400
Installations de motopompes avec des robinets à proximité des puits	553	654 500	881	1 434 700	1 325	1 754 500
Réseaux de canalisations	771	1 524 800	2 781	4 379 400	2 094	5 366 800
Autres systèmes (captage des sources protégées, captage des eaux de pluie, traitement de l'eau, etc.)	119	5 400	662	314 300	2 257	1 121 000
	<u>1978</u>		<u>1979 (chiffres estimatifs)</u>		<u>1980 (chiffres prévus)</u>	
<u>Evacuation des excréta</u>						
Nombre des installations	71 756		127 958		193 957	
Nombre des bénéficiaires	834 300		1 277 700		2 016 300	

Annexe I

Dépenses du FISE par principales catégories de programmes
(y compris les fonds d'affectation spéciale)

	Moyenne annuelle			Dépenses annuelles				
	1965-1969	1970-1974	1975-1979	1975	1976	1977	1978	1979
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)							
Santé de l'enfant	18 767	27 582	66 444	43 764	43 537	58 839	74 725	111 356
Services de santé de base pour les enfants	(16 523)	(18 513)	(36 791)	(25 076)	(25 271)	(35 946)	(43 257)	(54 403)
Approvisionnement en eau	(2 230)	(6 770)	(24 919)	(13 521)	(13 502)	(17 903)	(26 522)	(53 148)
Planification de la famille	(14)	(2 299)	(4 734)	(5 167)	(4 764)	(4 990)	(4 946)	(3 805)
Nutrition de l'enfant	4 411	5 569	11 802	15 127	9 034	8 846	11 631	14 374
Services de protection sociale en faveur de l'enfance	1 322	2 288	7 587	3 738	4 912	6 986	9 867	12 430
Enseignement scolaire	5 350	12 637	21 496	22 282	14 118	19 567	24 684	26 828
Enseignement non scolaire	360	1 088	4 473	3 075	3 222	3 692	4 998	7 378
Secours d'urgence <u>a/</u>	1 359	2 762	5 773	956	1 044	704	5 051	21 110 <u>c/</u>
Assistance de caractère général <u>b/</u>	961	2 926	9 450	6 370	6 434	7 388	11 166	15 893
Services d'appui aux programmes	5 354	9 194	22 437	15 595	18 899	21 895	25 442	30 355
Montant total de l'assistance	37 884	64 046	149 462	110 907	101 200	127 917	167 564	239 724
Dépenses d'administration	3 047	5 518	13 875	9 249	11 723	13 770	15 905	18 728
Coûts opérationnels de l'Année								945
TOTAL GENERAL	40 931	69 564	163 337	120 156	112 923	141 687	183 469	259 397
Ventilation des dépenses au titre des programmes (en pourcentage)								
Santé de l'enfant	57	50	52	46	53	56	52	53
Services de santé de base pour les enfants	(50)	(34)	(29)	(27)	(31)	(34)	(30)	(26)
Approvisionnement en eau	(7)	(12)	(19)	(14)	(16)	(17)	(19)	(25)
Planification de la famille	(0)	(4)	(4)	(5)	(6)	(5)	(3)	(2)
Nutrition de l'enfant	14	10	9	16	11	8	8	7
Services de protection sociale en faveur de l'enfance	4	4	6	4	6	7	7	6
Enseignement scolaire	17	23	17	23	17	18	17	13
Enseignement non scolaire	1	2	4	3	4	3	4	3
Secours d'urgence <u>a/</u>	4	5	5	1	1	1	4	10
Assistance de caractère général <u>b/</u>	3	6	7	7	8	7	8	8
MONTANT TOTAL DE L'AIDE AUX PROGRAMMES	100	100	100	100	100	100	100	100

a/ Non compris l'assistance au titre de la reconstruction des installations endommagées ou détruites à la suite de catastrophes, qui est ventilée par secteurs d'assistance. Le montant de l'aide au titre des secours d'urgence et de la reconstruction serait de 38 327 200 dollars en 1979; de 20 063 000 dollars en 1978; de 15 777 000 dollars en 1977; de 15 146 000 dollars en 1976 et de 23 131 000 dollars en 1975.

b/ Cette aide ne peut être ventilée entre les catégories ci-dessus.

c/ Y compris 18 401 347 dollars au titre des secours au Kampuchea.

Annexe II

Dépenses annuelles du FISE imputées sur la masse commune des ressources et les contributions à des fins spéciales au titre des programmes dans chacune des différentes régions, 1975-1979

Nombre de pays où des projets bénéficient d'une assistance du FISE - 1979	Afrique	Asie de l'Est et Pakistan	Asie centrale du Sud	Méditerranée orientale	Amériques	Projets inter-régionaux a/	Total
Pays les moins avancés (tableau 2, groupe I)	30	13	4	4	6		57
Autres pays (tableau 2, groupes II et III)	16	8	3	6	19		52
Total	<u>46</u>	<u>21</u>	<u>7</u>	<u>10</u>	<u>25</u>		<u>109</u>
Population enfantine, 0-15 ans (1978) (en millions)	176	261	324	56	141		958
(pourcentages)	18	27	34	6	15		100

Dépenses annuelles relatives au programme b/ (en milliers de dollars des Etats-Unis)	21 992	34 231	20 867	5 636	10 219	2 365	95 312
1975	23 096	29 781	12 464	6 798	7 898	2 264	82 301
1976	29 360	34 738	18 784	13 003	7 971	2 166	106 022
1977	33 698	51 285	26 592	15 729	11 077	3 741	142 122
1978	43 678	90 153	41 014	19 140	10 643	4 741	209 369
1979							
Dépenses annuelles moyennes 1975-1979 (en milliers de dollars des Etats-Unis)	30 365	48 038	23 944	12 062	9 562	3 055	127 025
Dépenses en pourcentage (pour chaque région), 1975-1979	24	38	19	9	8	2	100

Dépenses annuelles moyennes par enfant (en cents des Etats-Unis) b/	18	15	8	8	9	12
1975	16	13	4	13	6	10
1976	20	15	6	25	12	12
1977	20	20	8	26	8	15
1978	25	35	13	34	8	22
1979						
Dépenses annuelles moyennes par enfant 1975-1979 (en cents des Etats-Unis)	20	20	8	21	7	14

a/ Y compris l'Europe.

b/ Les dépenses annuelles par enfant pour 1973-1975 ont été calculées en fonction de la population enfantine de 1970, celles pour 1976-1977 en fonction de la population enfantine de 1975 et celles pour 1978-1979 en fonction de la population enfantine de 1980.

Note : Les dépenses pour chaque région tiennent compte à la fois des projets régionaux et des projets nationaux et le total dépasse donc de 9 millions de dollars le montant total indiqué dans le tableau 1. Les dépenses au titre des services d'appui aux programmes ne figurent dans aucun des deux tableaux.

Annexe III

Pays ayant des projets assistés par le FISE en 1979 par régions, par principaux éléments et sous-catégories d'assistance

	<u>Afrique</u>	<u>Amériques</u>	<u>Asie orientale et Pakistan</u>	<u>Asie centrale du Sud</u>	<u>Méditerranée orientale</u>	<u>Total</u>
Nombre de pays bénéficiant d'une assistance	46	25	21	7	10	109
SANTÉ DE L'ENFANT	46	22	20	7	10	105
SMI de base	46	22	20	7	10	105
Approvisionnement en eau	44	17	17	6	6	90
Autres services de santé <u>a/</u>	45	15	17	7	8	92
NUTRITION DE L'ENFANT	40	19	12	6	7	84
Nutrition appliquée et éducation nutritionnelle	38	19	11	6	6	80
Production d'aliments de sevrage	5	1	3	2	2	13
Autres activités nutritionnelles <u>b/</u>	24	7	6	5	4	46
SERVICES SOCIAUX EN FAVEUR DE L'ENFANCE	38	22	10	7	10	87
ENSEIGNEMENT DE TYPE SCOLAIRE	43	19	16	6	8	92
Formation des maîtres de l'enseignement primaire	38	14	9	6	4	71
ENSEIGNEMENT NON SCOLAIRE	41	16	9	6	7	79
SECOURS D'URGENCE ET RELEVEMENT <u>c/</u>	6	6	5	-	2	19

a/ Y compris les pays entrant dans les catégories d'activités de programmes ci-après : éducation sanitaire (68), enfants handicapés (6), évacuation des déchets (41), lutte contre les maladies (54), et production de vaccins et de médicaments (13).

b/ Y compris les pays entrant dans les catégories d'activités de programmes ci-après : alimentation des enfants (29), lutte contre le goitre (10) et carences en vitamine A (5).

c/ Y compris les pays suivants : Afrique : Bénin, Congo, Haute-Volta, Mali, Mozambique, Zaïre; Amériques : Bolivie, Colombie, Dominique, Jamaïque, Nicaragua, République dominicaine; Asie orientale et Pakistan : Birmanie, Kampuchea, Malaisie, Pakistan, Thaïlande; Méditerranée orientale : Egypte, Liban.
